



INVENTIVA S.A.

Société anonyme au capital de 1 391 512,74 euros
Siège social : 50 rue de Dijon, 21121 Daix, France
RCS Dijon 537 530 255

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2025

SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité	4
1.1 Présentation générale de l'activité	4
1.2 Evénements significatifs survenus au cours du premier semestre 2025	4
1.3 Evénements récents et perspectives	7
1.4 Facteurs de risques	7
1.5 Analyse des résultats	8
1.6 Analyse de la situation financière	13
2. Trésorerie et Capitaux	16
2.1 Trésorerie	16
2.2 Analyse des flux de trésorerie	18
2.3 Sources de financement attendues	20
3. Etats financiers semestriels	22
3.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information Financière Semestrielle	22
3.2 Comptes consolidés résumés semestriels	24
4. Autres informations	68
4.1 Tableau de délégations	68

Définitions

Dans le présent rapport financier semestriel (le « **Rapport Financier Semestriel** »), et sauf indications contraires, les termes **Inventiva** et la **Société** désignent l'ensemble de la société Inventiva S.A. dont le siège social est situé 50, rue de Dijon, 21121 Daix, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 537 530 255 et sa filiale détenue à 100%, Inventiva Inc., situé 10-34 44th Dr, Long Island City, 11101 New York, USA, créée en janvier 2021.

Un glossaire définissant certains termes utilisés dans le Rapport Financier Semestriel figure dans le document d'enregistrement universel 2024 (le « **Document d'Enregistrement Universel 2024** »).

Informations prospectives

Le présent rapport financier semestriel contient des indications sur les objectifs ainsi que les axes de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et ces axes de développement dépendent de circonstances ou de faits dont la survenance ou la réalisation est incertaine. Ces objectifs et axes de développement ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétés comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Par nature, ces objectifs pourraient ne pas être réalisés et les déclarations ou informations figurant dans le présent rapport financier semestriel pourraient se révéler erronées, sans que la Société se trouve soumise de quelque manière que ce soit à une obligation de mise à jour, sous réserve de la réglementation applicable et notamment du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Informations sur le marché et la concurrence

Le présent rapport financier semestriel contient en outre des informations relatives à l'activité de la Société ainsi qu'aux marchés sur lesquels celle-ci opère. Ces informations proviennent d'études réalisées soit par des sources internes soit par des sources externes. D'autres informations contenues dans le présent rapport financier semestriel sont des informations publiquement disponibles. La Société considère comme fiables l'ensemble de ces informations mais celles-ci n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats.

Arrondi des chiffres

Certains chiffres (y compris les données exprimées en milliers ou en millions d'euros ou de dollars) et les pourcentages présentés dans le présent rapport financier semestriel ont été arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le présent rapport financier semestriel peuvent légèrement différer de ceux obtenus par l'addition des valeurs exactes (non arrondis) de ces mêmes chiffres.

Abréviations

Certains chiffres sont donnés en milliers d'euros et en millions d'euros, mentionnés respectivement en K€ et en M€ dans le présent rapport financier semestriel.

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 Présentation générale de l'activité

Inventiva S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 50 rue de Dijon, 21121 Daix. Les états financiers consolidés de la société Inventiva comprennent Inventiva S.A. et sa filiale Inventiva Inc., créée en janvier 2021 (« **Inventiva** » ou la « **Société** »).

Les actions ordinaires d'Inventiva sont cotées sur le compartiment B du marché réglementé d'Euronext Paris depuis février 2017 et les American Depositary Shares (« **ADS** ») de la Société, représentant chacune une action ordinaire sont admis à la négociation sur le Nasdaq Global Market depuis juillet 2020.

Inventiva est une société biopharmaceutique spécialisée dans le développement clinique de petites molécules actives administrées par voie orale pour le traitement de la stéatohépatite associée à un dysfonctionnement métabolique (« **MASH** »), anciennement connue sous le nom stéatohépatite non alcoolique (« **NASH** ») et d'autres maladies pour lesquelles le besoin médical non satisfait est significatif.

Forte de son expertise et de son expérience significative dans le développement de composés ciblant les récepteurs nucléaires, les facteurs de transcription et la modulation épigénétique, Inventiva développe lanifibranor pour le traitement de la MASH, une maladie hépatique chronique et progressive. En 2020, la Société a annoncé des résultats positifs de l'étude clinique de phase IIb évaluant le lanifibranor chez des patients atteints de MASH, et a indiqué que la Food and Drug Administration (« **FDA** ») des États-Unis avait accordé à la Société le statut de traitement innovant (« Breakthrough Therapy ») ainsi que la désignation Fast Track pour le développement du lanifibranor dans le traitement de la MASH. La Société a lancé l'essai pivot de phase III du lanifibranor dans la MASH (« **NATiV3** ») au second semestre 2021.

Le 1^{er} avril 2025, Inventiva a annoncé la fin du recrutement des patients dans son essai clinique de phase III NATiV3, avec la randomisation du dernier patient dans la cohorte principale. La publication des résultats principaux de la partie 1 de l'essai NATiV3 est prévue pour le second semestre 2026.

1.2 Événements significatifs survenus au cours du premier semestre 2025

Le Document d'Enregistrement Universel 2024 présente les programmes cliniques et précliniques de la Société. Les faits marquants du premier semestre 2025 liés à ces programmes sont les suivants :

1.2.1 Activités et portefeuille produits

L'essai clinique de Phase 3 NATiV3 portant sur le lanifibranor chez des patients atteints de MASH et de fibrose avancée

En janvier 2025, nous avons terminé le screening des patients dans le cadre de l'essai en cours NATiV3. En février 2025, à la suite de l'examen des données de sécurité de plus de 1 200 patients randomisés dans NATiV3 par le *Data Monitoring Committee* (« **DMC** »), nous avons reçu une recommandation positive lors de la sixième réunion programmée du DMC pour poursuivre l'essai clinique NATiV3 sans modification du protocole. Le 1^{er} avril 2025, nous avons annoncé la fin de l'inclusion des patients dans son essai NATiV3, avec la randomisation du dernier patient de l'essai.

Lancement du programme de développement clinique du lanifibranor au Japon avec l'administration de la première dose au premier participant dans l'essai de Phase 1

La Société et Hepalys Pharma, Inc. ont lancé le développement clinique de lanifibranor au Japon en administrant la première dose à un participant dans le cadre d'un essai de Phase 1. Cette étude, impliquant 32 participants sur une période de 14 jours, vise à évaluer la sécurité, la tolérabilité, la pharmacocinétique et la pharmacodynamie de lanifibranor. Conformément à l'accord de licence exclusive (le « **Contrat de Licence Hepalys** ») conclu en septembre 2023 entre Hepalys et nous pour le développement et la commercialisation de lanifibranor au Japon et en Corée du Sud, Hepalys est responsable de l'ensemble des activités cliniques dans ces deux pays.

Paiement d'étape reçu de Chia Tai Tianqing Pharmaceutical Group Co., LTD (« CTTQ »)

En septembre 2022, nous avons conclu un accord de licence et de collaboration avec CTTQ (tel que modifié le 11 octobre 2024, le « **Contrat de Licence CTTQ** ») pour développer et commercialiser lanifibranor dans le traitement du MASH et potentiellement d'autres maladies métaboliques en Chine continentale, dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, la Région administrative spéciale de Macao et à Taïwan (voir Note 19.1 – *Chiffre d'affaires des Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024*).

À la suite du règlement-livraison de la deuxième tranche (la « **Transaction T2** ») du financement structuré en fonds propres le 7 mai 2025, nous sommes devenus éligibles à recevoir un paiement d'étape de 10 millions de dollars de la part de CTTQ, conformément au Contrat de Licence CTTQ. Les revenus enregistrés par la Société au premier semestre 2025 (4,4 millions d'euros) proviennent principalement du produit brut du paiement d'étape de 10 millions de dollars (8,9 millions d'euros¹) facturé à CTTQ, déduction faite des notes de crédit de 5 millions de dollars (4,4 millions d'euros) reconnues dans le cadre de l'accord de licence avec CTTQ après le règlement-livraison de la deuxième tranche du Financement Structuré en mai 2025. Le paiement d'étape de 10 millions de dollars a été reçu le 7 juillet 2025 (voir Note 5.1 – *Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation*, Note 4.6 – *Clients, créances d'impôts et autres actifs courants*, et Note 4.12 – *Autres passifs courants et non courants des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

1.2.2 Autres évènements

Projet de réorganisation stratégique en février 2025 (le «Projet de réorganisation stratégique»)

En février 2025, nous avons informé les représentants du Comité Social et Économique du projet de nous concentrer exclusivement sur le développement de lanifibranor. Ce projet prévoit l'arrêt de toutes les activités de recherche préclinique, à l'exception de celles nécessaires au soutien du programme lanifibranor, ainsi que le renforcement de l'équipe de développement en vue de préparer d'éventuelles demandes d'autorisation de mise sur le marché et la commercialisation ultérieure de lanifibranor pour les patients atteints de MASH. Le projet présenté incluait une réduction d'environ 50 % de nos effectifs (en février 2025). Le projet a été principalement mis en œuvre au cours du deuxième trimestre 2025 et continue d'être déployé au second semestre 2025. Les impacts sur les états financiers sont détaillés dans les Notes 4.10 – *Provisions* et 5.3 – *Autres produits (charges) opérationnels des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*.

¹ Le taux de change à la date de facture était de 1,125 dollar pour un euro.

Clôture de la deuxième tranche du financement structuré d'un montant de 116 millions d'euros, dans le cadre d'un financement total pouvant atteindre 348 millions d'euros.

Le 5 mai 2025, nous avons annoncé avoir obtenu Transaction T2 pouvant atteindre 348 millions d'euros, annoncé le 14 octobre 2024 (le « **Financement Structuré** »), pour un produit brut de 115,6 millions d'euros (108,0 millions d'euros net), suite à la réalisation des conditions suspensives (les « **Conditions Suspensives T2** »). Le règlement-livraison de la Transaction T2 a eu lieu le 7 mai 2025.

Nous prévoyons d'utiliser le produit net de la Transaction T2 principalement pour financer le développement de lanifibranor dans le MASH, et notamment la poursuite de son essai clinique de Phase III NATiV3. La Transaction T2 comprend :

- Une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription réservée à des investisseurs nommément désignés (« à personne dénommée »), consistant en l'émission de :
 - 42 488 883 actions ordinaires nouvelles (« **Actions Nouvelles T2** ») d'une valeur nominale de 0,01 €, chacune assortie d'un bon de souscription d'actions ordinaires (« **BSA T3** » et ensemble avec les Actions Nouvelles T2, les « **ABSAs** »), au prix de souscription de 1,35 € par ABSA, représentant un produit brut de 57,4 millions d'euros ;
 - Jusqu'à 38 239 990 actions nouvelles, sur exercice des BSA T3 attachés aux Actions Nouvelles T2, au prix d'exercice de 1,50 € par action, si tous les BSA T3 attachés aux Actions Nouvelles T2 sont exercés, ce qui représenterait un produit brut additionnel de 57,4 millions d'euros.
- L'émission de 43 437 036 bons de souscription d'actions préfinancés (« **BSA T2** ») donnant chacun droit à souscrire à une action ordinaire de la Société, réservée à des personnes dénommées, à chacun desquels est attaché un BSA T3 (les BSA T2 et les BSA T3 ensemble, les « **PFW-BSAs** »), au prix de souscription de 1,34 € par PFW-BSAs, représentant un produit brut de 58,2 millions d'euros. Les PFW-BSAs permettent l'émission de :
 - Jusqu'à 43 437 036 actions nouvelles, au prix de 1,35 € par action (dont 1,34 € ont été préfinancés à la date d'émission), si tous les BSA T2 sont exercés ;
 - Jusqu'à 39 093 329 actions nouvelles, au prix de 1,50 € par action, si tous les BSA T3 attachés aux BSA T2 sont exercés, ce qui représenterait un produit brut additionnel de 58,6 millions d'euros.

Les BSA T3 ont une date d'expiration fixée au 30 juillet 2027. L'exercice des BSA T3 (la troisième tranche du Financement Structuré) est notamment conditionné à la publication de résultats principaux positifs de l'essai clinique de Phase III NATiV3 avant le 15 juin 2027 (les « **Conditions Suspensives T3** »). Si tous les BSA T2 et BSA T3 sont exercés, jusqu'à 120,8 millions d'actions supplémentaires pourraient être émises par la Société.

À la date de transaction, le 7 mai 2025, la juste valeur des options d'achat sur les Actions Nouvelles T2 et les BSA T2 s'élevait respectivement à 78,2 millions d'euros et 79,9 millions d'euros.

À la date d'émission, le nombre d'Actions Nouvelles T2 ou de BSA T2 était fixe, et les instruments respectaient la règle « *fixed-for-fixed* » selon IAS 32. La juste valeur des instruments dérivés à la date de transaction est donc décomptabilisée par le biais des capitaux propres (voir Note 3.4 – *Instruments dérivés des Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024*).

Départ de Lucy Lu du Conseil d'Administration

À compter du 21 mai 2025, Mme Lu a démissionné de ses fonctions de membre du Conseil d'Administration de la Société. Cette décision n'est liée à aucun désaccord avec la direction de la Société, ni avec un autre membre du conseil, concernant les activités, politiques ou pratiques de la Société.

Nomination de Renée Aguiar-Lucander au Conseil d'Administration de la Société avec effet au 22 mai 2025

Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, les actionnaires ont nommé Renée Aguiar-Lucander en tant qu'administratrice de la Société. Renée, actuellement directrice générale de Hansa Biopharma AB, apporte une vaste expérience dans la direction de sociétés de biotechnologie, y compris sa réussite à la tête de Calliditas Therapeutics AB, où elle a mené l'entreprise à l'obtention d'une approbation de la FDA et à une acquisition majeure. Son expertise devrait s'avérer précieuse à mesure que nous poursuivons le développement clinique et la potentielle mise sur le marché du traitement de la MASH, lanifibranor.

Départ du Directeur Général Adjoint avec effet au 30 juin 2025.

Le Conseil d'administration a pris acte de la décision de M. Pierre Broqua de quitter ses fonctions de Directeur Général Délégué, et Directeur Scientifique et de passer à un rôle de consultant en tant que conseiller scientifique avec effet au 30 juin 2025. Jason Campagna, MD, PhD, a rejoint la Société en tant que Président de la R&D et Directeur Médical, succédant à Pierre Broqua, PhD, et Michael Cooreman, MD, qui a quitté son poste de Directeur Médical.

1.3 Événements récents et perspectives***Nomination de Martine Zimmermann au poste de Vice-Présidente Exécutive des Affaires Réglementaires et de l'Assurance Qualité à compter du 18 août 2025***

Martine Zimmermann, PharmD, rejoint l'équipe de direction exécutive de la Société en tant que Vice-Présidente Exécutive des Affaires Réglementaires et de l'Assurance Qualité. Avant de prendre ses fonctions, Martine Zimmermann a démissionné de son mandat d'administratrice au Conseil d'Administration à effet du 17 août 2025. Elle possède une solide expertise en stratégie réglementaire mondiale dans le domaine des maladies du foie, avec notamment des autorisations réussies de thérapies basées sur les PPAR. Sa nomination intervient à un moment clé, alors que la Société se prépare à d'éventuelles soumissions réglementaires pour lanifibranor, son candidat principal contre la MASH. Dr Zimmermann a occupé des postes de direction chez Ipsen et Alexion Pharma, et dispose d'une expérience approfondie aux États-Unis, en Europe et au Japon.

1.4 Facteurs de risques

L'activité de la Société est exposée à des risques importants. Vous devez examiner attentivement toutes les informations présentées dans ce document ainsi que dans les autres documents déposés par la Société auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « SEC »), y compris les facteurs de risque auxquels la Société et son secteur d'activité sont confrontés, tels que décrits dans le Document d'Enregistrement Universel 2024 et dans la Partie I, Point 3-D « Facteurs de risque » du rapport annuel de la Société sur le formulaire 20-F pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, en plus des facteurs de risque suivants. Notre activité, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation pourraient être gravement affectés par l'un quelconque de ces risques.

1.5 Analyse des résultats

1.5.1 Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

Produits opérationnels	30-juin-25	30-juin-24
<i>en milliers d'euros</i>		
Chiffre d'affaires	4 454	41
Chiffre d'affaires	4 454	41
Crédit d'impôt recherche	1 125	2 630
Subventions	-	5
Autres	32	58
Autres produits d'exploitation	1 156	2 693
Total chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation	5 610	2 734

Chiffre d'affaires

La société a enregistré 4,5 millions d'euros de chiffre d'affaires au premier semestre 2025, contre un chiffre d'affaires minimal au premier semestre 2024. Ce chiffre d'affaires est lié au Contrat de Licence CTTQ de septembre 2022 et son avenant (voir Note 1.2 – *Événements significatifs du premier semestre 2025 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

Les autres produits d'exploitation ont diminué de 1,5 millions d'euros, soit 57 %, par rapport aux six mois clos le 30 juin 2024. Cette baisse résulte principalement d'une réduction du crédit d'impôt recherche français (« CIR »), qui s'est élevé à 1,1 million d'euros au 30 juin 2025, à la suite d'un recul des dépenses de recherche et développement en comparaison du premier semestre 2024 (voir la Note 5.2 – *Charges opérationnelles des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

1.5.2 Charges opérationnelles

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

Charges opérationnelles	30-juin-25	30-juin-24
<i>en milliers d'euros</i>		
Frais de recherche et développement	(44 890)	(46 822)
Marketing - Développement commercial	(746)	(598)
Frais généraux et administratifs	(14 713)	(7 701)
Total charges opérationnelles	(60 349)	(55 122)

Au 30 juin 2025, augmentation des charges opérationnelles de 5,2 millions d'euros, soit 9 % par rapport au premier semestre de 2024, principalement liée aux frais généraux et administratifs (voir Note 1.5.2.3 *Frais généraux et administratifs*) et est partiellement compensée par la baisse des frais de recherche et développement liée au déploiement partiel du Projet de réorganisation stratégique durant le premier semestre de 2025. Celui-ci fut en grande partie mis en œuvre durant le deuxième trimestre de 2025 et poursuit son déploiement sur le second semestre de 2025.

1.5.2.1 Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche et développement se répartissent de la manière suivante :

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

Frais de recherche et développement	30-juin-25	30-juin-24
<i>en milliers d'euros</i>		
Etudes	(34 487)	(34 073)
Charges de personnel	(6 811)	(7 637)
Dépréciations, amortissements et provisions	(1 580)	(1 732)
IT	(414)	(405)
Energie et fluides	(402)	(447)
Brevets	(343)	(643)
Consommables	(210)	(887)
Maintenance	(177)	(526)
Honoraires	(141)	(118)
Autres frais de recherche	(327)	(352)
Total frais de recherche et développement	(44 890)	(46 822)

La diminution de 1,9 million d'euros (4 %) des dépenses de recherche et développement par rapport aux six mois clos le 30 juin 2024 est principalement due à une baisse de 0,8 million d'euros (11 %) des charges de personnel liés aux dépenses de R&D, conséquence du Projet de réorganisation stratégique des activités, qui se concentre sur notre unique médicament candidat, le lanifibranor. Elle est également liée à une diminution de 0,6 million d'euros des consommables et à une baisse de 0,3 million d'euros des frais de maintenance en raison de l'interruption des activités précliniques suite à l'initiation de la mise en œuvre du Projet de réorganisation stratégique.

Les principales dépenses engagées dans le cadre de nos activités de recherche et développement au cours des six mois clos le 30 juin 2025 concernent notre unique médicament candidat, le lanifibranor, comme décrit ci-dessous :

➤ Lanifibranor

Les coûts liés au lanifibranor sur la période peuvent être répartis en deux grandes catégories :

- (i) Les coûts cliniques, représentant approximativement 85 % des coûts liés aux études. Les coûts cliniques liés au lanifibranor incluent principalement l'essai de Phase III NATiV3 dans la MASH, l'essai de Phase IIa LEGEND chez des patients atteints de MASH et de diabète de type 2, ainsi que la finalisation de l'étude de Phase I (Insuffisance hépatique) comme détaillé ci-dessous ; et
- (ii) les activités de développement, incluant principalement le développement pharmaceutique, les essais non cliniques et précliniques de pharmacologie et de toxicologie chez l'animal, ainsi que les activités de conseil réglementaire.

Les coûts liés aux activités d'essais cliniques comprennent les développements suivants au cours des six mois clos le 30 juin 2025 :

Essai de Phase III NATiV3 dans la MASH

Nous menons un vaste essai clinique international en Phase 3, appelé NATiV3, évaluant le lanifibranor sur une période de traitement de 72 semaines. Au cours du premier semestre 2025, nous avons finalisé l'inclusion des patients pour notre essai clinique de Phase III NATiV3, à l'exception de l'inclusion d'une cohorte d'extension en Chine jusqu'à atteindre le ratio requis par les autorités chinoises. Nous avons également continué le traitement des patients inclus dans notre essai. Les autres dépenses significatives de l'étude incluent la location d'équipements Fibroscan, les coûts liés aux campagnes de conditionnement et de distribution des unités de traitement, les frais de lecture des lames de biopsie, les

analyses PK, et les honoraires des membres des comités Data Monitoring Committee (« **DMC** ») and Clinical Events Committee (« **CEC** »). Au cours des six mois clos le 30 juin 2025, nous avons enregistré les dépenses liées aux initiatives de fidélisation des patients dans l'étude. Une collaboration a été initiée avec HistoIndex afin de soutenir l'évaluation des paramètres histologiques dans NATiV3, en quantifiant les composants de la NASH (inflammation, ballonnisation, stéatose et fibrose) comme variables continues, ce qui pourrait améliorer la précision et la fiabilité des résultats lors de l'analyse statistique.

Essai de Phase IIa LEGEND du lanifibranor en combinaison avec l'empagliflozine chez des patients atteints de MASH et de diabète de type 2

L'essai de Phase IIa LEGEND a atteint ses critères d'efficacité principaux, ainsi que plusieurs critères secondaires et exploratoires, notamment en ce qui concerne la combinaison du lanifibranor avec l'empagliflozine pour gérer la prise de poids observée chez certains patients traités uniquement par lanifibranor. Nous avons donc décidé d'arrêter le recrutement pour l'essai LEGEND comme défini dans le protocole en 2024. Toutefois, nous avons poursuivi l'analyse finale des résultats et la rédaction du rapport d'étude. Les autres dépenses de la période incluent les frais de stockage des unités de traitement.

Études de Phase I

Les dépenses concernent la rédaction du rapport d'étude clinique et les activités d'archivage pour l'étude sur l'insuffisance hépatique, ainsi que le stockage des unités de traitement.

Études de Phase II

L'étude de Phase II NATIVE, dont le dernier patient est sorti en mars 2020, est désormais clôturée. L'étude de Phase II évaluant lanifibranor chez des patients atteints de diabète de type 2 et de maladie hépatique associée à un dysfonctionnement métabolique, menée par le Professeur Cusi, s'est terminée en 2023. Les dépenses enregistrées au cours des six mois clos le 30 juin 2025 liées à ces études résultent de la reprise de provisions et des variations de taux de change sur les provisions existantes enregistrées en USD.

1.5.2.2 Dépenses de marketing et de développement commercial

Les frais de *marketing* et de développement commercial se répartissent de la manière suivante :

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

Marketing – Développement commercial	30-juin-25	30-juin-24
<i>en milliers d'euros</i>		
Charges de personnel	(73)	(153)
IT	(10)	(6)
Honoraires	-	(2)
Autres charges opérationnelles	(663)	(437)
Total dépenses de marketing et de développement commercial	(746)	(598)

Les dépenses de marketing et de développement commercial pour le premier semestre 2025 ont augmenté de 0,1 million d'euros par rapport au premier semestre 2024, principalement en raison d'une hausse de 0,2 million d'euros des autres dépenses liées aux frais de publication, partiellement compensée par une baisse de 0,1 million d'euros des coûts de personnel.

1.5.2.3 Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs sont principalement composés de frais de personnel administratif, de charges support (principalement constituées de frais de sécurité, de taxes et locations diverses), de dépenses informatiques non scientifiques et d'honoraires.

Les frais généraux et administratifs se ventilent de la manière suivante :

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

Frais généraux et administratifs	30-juin-25	30-juin-24
<i>en milliers d'euros</i>		
Charges de personnel	(8 300)	(2 600)
Honoraires	(3 247)	(2 675)
Assurances	(792)	(921)
Charges support (dont taxes)	(330)	(375)
Dépréciations, amortissements et provisions	(124)	(122)
IT	(55)	(33)
Autres frais généraux et administratifs	(1 866)	(975)
Total frais généraux et administratifs	(14 713)	(7 701)

Les frais généraux et administratifs pour les six premiers mois de 2025 ont augmenté de 7,0 millions d'euros par rapport à la même période en 2024, principalement en raison d'une hausse des coûts de personnel de 5,7 millions d'euros, dont 4,7 millions d'euros sont liés à des charges de paiements fondés sur des actions.

1.5.3 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se ventilent de la manière suivante :

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

Résultat opérationnel	30-juin-25	30-juin-24
<i>en milliers d'euros</i>		
Autres produits opérationnels	381	160
Autres charges opérationnelles	(8 583)	(22)
Autres produits et charges opérationnels	(8 202)	138

Sur les six premiers mois de 2025, les autres produits d'exploitation se sont élevés à 0,4 million d'euros, correspondant à l'utilisation de la provision sur stocks pour un montant équivalent.

Sur les six premiers mois de 2025, les autres charges d'exploitation se sont élevées à 8,6 millions d'euros, en raison des dépenses de restructuration liées au Projet de réorganisation stratégique, comprenant :

- Les indemnités de départ et autres coûts liés au personnel, ainsi que les honoraires de conseil associés à nos activités de restructuration pour un montant de 3,1 millions d'euros comptabilisé en provisions à court terme (voir la Note 4.10 *Provisions des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*),
- Les dépenses de restructuration s'élevant à 4,2 millions d'euros, et
- Les charges sans incidence sur la trésorerie liées à l'accélération de l'acquisition des actions gratuites pour un montant de 1,3 million d'euros (voir Note 4.8 *Capitaux propres des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

(Voir Note 1.2 *Événements significatifs survenus au cours du premier semestre 2025* et Note 5.3 *Autres produits et charges d'exploitation des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

1.5.4 Résultat financier

Les produits et charges financiers se répartissent de la manière suivante :

Résultat financier <i>en milliers d'euros</i>	30-juin-25	30-juin-24
Revenus des équivalents de trésorerie	1 246	430
Gains de change	1 181	157
Autres produits financiers	-	8 506
Total produits financiers	2 427	9 093
Charges d'intérêts financiers	(9 716)	(5 218)
Pertes de change	(3 266)	(323)
Pertes de variation de juste valeur	(102 640)	-
Autres charges financières	(30)	(46)
Total charges financières	(115 651)	(5 586)
Résultat financier	(113 224)	3 507

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025, la perte financière s'est élevée à 113,2 millions d'euros, soit une diminution de 116,7 millions d'euros par rapport à un résultat financier net positif de 3,5 millions d'euros enregistré sur la même période en 2024. Cette perte financière nette est principalement due à :

- 115,6 millions d'euros de charges financières, principalement composées de :
 - 84,7 millions d'euros de variation de juste valeur des options d'achat des Actions Nouvelles T2 et BSA T2 émis dans la Transaction T2 (voir Note 4.9 *Dette financière des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).
 - 17,9 millions d'euros des bons de souscription d'actions (BSA) émis dans le cadre de la première tranche (« **Tranche A** », soit les BSA Tranche A de la Banque Européenne d'Investissement (« **BEI** »)) (8,9 millions d'euros), et de la deuxième tranche (« **Tranche B** », soit les BSA Tranche B de la BEI) (9,0 millions d'euros), dans le cadre du contrat de financement conclu avec la BEI le 16 mai 2022 (« **Contrat de financement** »)
 - 9,7 millions d'euros de charges d'intérêts financiers, dont 4,2 millions d'euros liés aux intérêts sur les certificats de royalties (1,2 million d'euros liés aux certificats émis en 2023 (les « **Certificats de Royalties 2023** »), et 3,0 millions d'euros liés aux certificats émis en 2024 (les « **Certificats de Royalties 2024** »)), 5,3 millions d'euros de charges d'intérêts dans le cadre de l'accord de financement avec la BEI, 0,1 million d'euros d'intérêts liés aux prêts PGE et PPR, et 0,1 million d'euros d'intérêts liés aux dettes de location.
 - 3,3 millions d'euros de pertes de change générés par la trésorerie et équivalents de trésorerie en dollars américains et à l'évolution défavorable du taux de change de l'euro par rapport au dollar sur la période.
- Un produit financier de 2,4 millions d'euros composé de 1,2 million d'euros de produit provenant de comptes de dépôt et 1,2 million d'euros de gains de change.

1.5.5 Impôts sur les sociétés

En application de la norme IAS 34, la charge d'impôt sur le résultat au titre de chaque période intermédiaire est ajustée sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de l'exercice.

Impôt courant

Étant donné que l'imputation des avantages fiscaux sur les pertes fiscales d'Inventiva S.A., à court ou moyen terme, est considérée comme peu probable en raison de la phase de croissance de la société et du taux d'imposition projeté nul au 30 juin 2025, aucun impôt courant n'a été comptabilisé à cette date pour Inventiva S.A.

Impôts différés

Inventiva SA enregistre des pertes fiscales sur les six premiers mois de 2025. Le caractère recouvrable de ces pertes n'étant pas considérée comme probable sur les périodes à venir en raison des incertitudes inhérentes à l'activité de la Société, aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre au 30 juin 2025.

1.5.6 Résultat net

La Société a enregistré une perte nette de 175,9 millions d'euros sur les six premiers mois de 2025 contre 49,0 millions d'euros pour les six premiers mois de 2024, ce qui représente une augmentation de la perte nette de 126,9 millions d'euros entre les deux périodes.

1.6 Analyse de la situation financière**1.6.1 Actif courant**

Actif courant <i>en milliers d'euros</i>	30-juin-25	31-déc-24
Clients et comptes rattachés	10 764	531
Créances d'impôt	1 163	4 941
Autres créances	38 808	9 476
Trésorerie et équivalents de trésorerie	122 076	96 564
Actif courant	172 811	111 511

L'actif courant a augmenté de 61,3 millions d'euros (55 %) par rapport au 31 décembre 2024. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de 25,5 millions d'euros (26 %) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée à nos activités de financement (voir section 2 *Trésorerie et Capitaux* du présent document), ainsi qu'à l'augmentation de 29,3 millions d'euros des autres créances.

Au 30 juin 2025, les créances clients ont progressé de 10,2 millions d'euros, principalement en raison de la facturation du paiement d'étape de 10 millions de dollars (approximativement 8,5 millions d'euros¹) à CTTQ dans le cadre du Contrat de Licence CTTQ, à la suite de la Transaction T2.

Au 30 juin 2025, les créances fiscales sont principalement constituées du crédit d'impôt recherche (CIR) pour un montant de 1,1 million d'euros correspondant au CIR 2025 à fin juin 2025.

L'augmentation de 29,3 millions d'euros des autres actifs courants s'explique essentiellement par la souscription de comptes de dépôt à terme au cours de la période auprès du Crédit Agricole pour 10,0 millions d'euros et 3,3 millions de dollars (soit 2,8 millions d'euros), ainsi qu'auprès de Société Générale pour 10,0 millions d'euros et 2,0 millions de dollars (soit 1,7 million d'euros).

¹ Le taux de change à la date de clôture était de 1,172 dollar pour un euro.

1.6.2 Actif non courant

L'actif non courant est constitué :

- Des autres actifs non courants comprenant principalement des comptes à terme à taux d'intérêt progressif ;
- Des immobilisations corporelles comprenant principalement les actifs acquis lors de la constitution de la Société et les droits d'utilisation issus de la location des Fibroscans ;
- Investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence liés à l'investissement dans Hepalys ; et
- Des immobilisations incorporelles comprenant principalement la bibliothèque de composés et de logiciels.

Actif non courant <i>en milliers d'euros</i>	30-juin-25	31-déc-24
Immobilisations incorporelles	85	48
Immobilisations corporelles	3 985	5 005
Impôts différés actifs	192	217
Participation mise en équivalence	835	1 139
Autres actifs non courants	1 047	1 047
Actif non courant	6 144	7 456

Les actifs non-courants ont diminué de 1,3 millions d'euros (18%) en comparaison au 31 décembre 2024. Cette diminution s'explique principalement par l'amortissement et la dépréciation des droits d'utilisation pour un montant de 1,0 million d'euros au titre du premier semestre de 2025.

1.6.3 Capitaux propres

Capitaux propres <i>en milliers d'euros</i>	30-juin-25	31-déc-24
Capital	1 392	957
Primes d'émission	376 755	249 160
Réserves	(211 513)	(173 151)
Réserves de conversion	340	600
Résultat	(175 882)	(184 212)
Total Capitaux propres	(8 909)	(106 647)

Les capitaux propres ont augmenté de 97,7 millions d'euros, soit 92 % par rapport au 31 décembre 2024. Cette évolution est principalement due à la finalisation de la Transaction T2 au cours du premier semestre 2025 (266,1 millions d'euros, dont 108,0 millions d'euros reçus en produits nets et 158,1 millions d'euros correspondant à la juste valeur des options d'achat relatives aux Actions Nouvelles T2 et aux BSA T2 ont été décomptabilisés par le biais des capitaux propres) ainsi que de la perte nette de la période (175,9 millions d'euros).

Les variations des capitaux propres au cours des six premiers mois de 2025 sont détaillées dans la Note 4.8 – *Capitaux propres des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*, ainsi que dans la section 2 – *Trésorerie et capitaux* du présent document.

1.6.4 Passif non courant

Passif non courant <i>en milliers d'euros</i>	30-juin-25	31-déc-24
Dettes financières à long terme	51 599	48 460
Passif au titre des certificats de royalties	33 415	29 207
Instruments dérivés	42 251	24 315
Provisions pour retraites	891	1 762
Passif sur contrats – part long terme	126	107
Autres passifs non courants	1 126	1 032
Passif non courant	129 406	104 883

Au 30 juin 2025, les passifs non courants ont augmenté de 24,5 millions d'euros (soit 23 %) par rapport au 31 décembre 2024, principalement par l'augmentation de 17,9 millions d'euros de la juste valeur des instruments dérivés liés aux bons de souscription d'actions (BSA) émis au profit de la BEI dans le cadre du décaissement des Tranche A et Tranche B, en raison de la variation du cours de l'action et des hypothèses relatives aux ratios anti-dilution.

Elle s'explique également par une augmentation de 3,1 millions d'euros de la dette à long terme et une hausse de 4,2 millions d'euros des passifs liés aux certificats de royalties.

1.6.5 Passif courant

Passif courant <i>en milliers d'euros</i>	30-juin-25	31-déc-24
Dettes financières à court terme	5 533	5 868
Instruments dérivés	-	73 400
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 703	32 862
Provisions – part court terme	3 051	-
Autres passifs courants	15 170	8 600
Passif courant	58 458	120 731

Le passif courant a diminué de 62,3 millions d'euros (soit 52 %) par rapport au 31 décembre 2024. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de 73,4 millions d'euros de la valeur des instruments dérivés, consécutive à l'émission des Actions Nouvelles T2 et des BSA T2, qui a augmenté de 84,7 millions d'euros au cours de la période (voir section 1.5.4 – *Résultat financier*) et a été décomptabilisée par le biais des capitaux propres pour un montant de 158,1 millions d'euros (voir section 1.6.3 – *Capitaux propres*).

Cette diminution a été partiellement compensée par une hausse de 6,6 millions d'euros des autres passifs courants, principalement liée à trois avoirs à émettre par Inventiva en faveur de CTTQ pour un montant total de 4,3 millions d'euros.

2. TRESORERIE ET CAPITAUX

Le présent chapitre est consacré à la présentation des informations concernant les capitaux propres, les liquidités et les sources de financement de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

2.1 Trésorerie

Trésorerie nette <i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Autres équivalents de trésorerie	107 835	70 655
Liquidités	14 241	25 908
Trésorerie et équivalents de trésorerie	122 076	96 564

Depuis sa création, la Société a financé sa croissance au travers d'augmentations de capital successives, d'emprunts, d'accords de collaboration et de licence et de remboursements de créances de CIR. La Société continue de poursuivre ses activités de recherche et développement de ses produits candidats.

Au 30 juin 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 122,1 millions d'euros, contre 96,6 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 25,5 millions d'euros (26 %). Cette évolution reflète une baisse de 11,7 millions d'euros (45 %) de la trésorerie, compensée par une hausse de 37,2 millions d'euros (53 %) des équivalents de trésorerie, liée aux dépôts à terme souscrits auprès de Société Générale pour 16,2 millions d'euros et auprès du Crédit Agricole pour 21,0 millions d'euros.

La trésorerie détenue par la Société est généralement investie dans des dépôts à court terme facilement convertibles en montants de liquidités connus.

La trésorerie est utilisée pour financer les activités de l'entreprise, en particulier les dépenses de recherche et développement.

Aucune restriction ne s'applique à l'utilisation des ressources en trésorerie et équivalents de trésorerie.

2.1.1 Financement par le capital

Au 30 juin 2025, notre capital social s'élevait à 1 391 512,74 euros, divisé en 139 151 274 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, contre un capital social de 956 623,91 euros divisé en 95 662 391 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune au 31 décembre 2024.

L'augmentation de capital de 434 888,83 euros au premier semestre 2025 est due (i) à l'émission de 42 488 883 Actions Nouvelles T2 dans le cadre de la Transaction T2 et (ii) à l'émission de 1 000 000 actions nouvelles suite à l'exercice, par un investisseur, de bons de souscription préfinancés que nous avons émis dans le cadre de la première tranche du Financement Structuré.

(Voir Note 4.8 – *Capitaux propres des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

2.1.2 Financement par emprunt bancaire

Analyse de l'endettement financier	Dettes au 1 janvier 2025	Encaissements (+)	Intérêts capitalisés (+)	Remboursements (-)	Variations de juste valeur	Variations de change	Dettes au 30 juin 2025
<i>en milliers d'euros</i>							
PGE SG 2020	1 261	-	-	(419)	-	-	842
PGE BPI France 2020	1 444	-	-	(619)	-	-	825
PGE CA 2020	1 261	-	-	(419)	-	-	842
PPR CA 2022	1 780	-	-	-	-	-	1 780
PPR SG 2022	1 780	-	-	-	-	-	1 780
PGE BPI France 2022	1 669	-	-	(334)	-	-	1 335
BEI Tranche A 2022	22 886	-	-	-	-	-	22 886
BEI Tranche B 2022	13 107	-	4 286	-	-	-	17 393
Découvert bancaire	9	3	-	-	-	-	12
Total emprunts bancaires	45 197	3	4 286	(1 791)			47 696
BEI Bons de souscription Tranche A	11 987	-	-	-	8 912	-	20 899
BEI Bons de souscription Tranche B	12 328	-	-	-	9 024	-	21 352
T2 Actions nouvelles et T2 BSAs options	73 400	-	-	-	(73 400)	-	-
Dérivés	97 715				(55 464)		42 251
Intérêts à payer sur les prêts	4 477	-	933	-	-	-	5 410
Certificats de Royalties 2023	8 050	-	1 194	-	-	-	9 244
Certificats de Royalties 2024	21 157	-	3 014	-	-	-	24 171
Total Certificats de Royalties	29 207		4 208				33 415
Dettes de loyer	4 654	739	-	(1 317)	-	(49)	4 027
Total dettes financières	181 250	743	9 427	(3 108)	(55 464)	(49)	132 798

Nous n'avons souscrit à aucun nouveau prêt au cours des six premiers mois de l'année 2025.

L'échéancier de la dette financière au 30 juin 2025 est le suivant :

30/06/2025	Moins d'un an	Entre un et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de cinq ans	Dettes financières au bilan au 30 juin 2025
<i>en milliers d'euros</i>					
Emprunts bancaires	2 966	42 949	1 780	-	47 695
Instruments dérivés	-	42 251	-	-	42 251
Autres emprunts et dettes assimilées ⁽¹⁾	8	5 402	-	-	5 410
Dettes de loyer	2 560	1 467	-	-	4 027
Passif au titre des certificats de royalties	-	492	5 234	27 689	33 415
Total dettes financières	5 533	92 562	7 014	27 689	132 798

⁽¹⁾ Incluant les intérêts courus à payer sur emprunts

2.1.3 Financement par les crédits d'impôts recherche

Grâce à son statut de petite et moyenne entreprise européenne (« PME »), la Société reçoit le versement du CIR l'année suivant l'exercice ayant supporté lesdites dépenses de recherche. En conséquence, les flux de trésorerie relatifs au CIR sur un exercice donné correspondent au montant du CIR calculé sur les dépenses éligibles supportées pendant l'exercice précédent.

L'évolution du CIR sur les semestres clos les 30 juin 2025 et 30 juin 2024 se présente comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Impact résultat du CIR	1 125	2 630
Impact trésorerie du CIR	4 915	5 333

Le produit lié au crédit d'impôt recherche (CIR) pour les six premiers mois de 2025 s'élève à 1,1 million d'euros, correspondant au CIR d'Inventiva S.A. L'impact sur la trésorerie du crédit d'impôt recherche s'est élevé à 4,9 millions d'euros sur la période

2.2 Analyse des flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous résume les flux de trésorerie de la Société pour les semestres clos les 30 juin 2024 et 30 juin 2025 :

Flux de trésorerie <i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(53 725)	(48 342)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(24 799)	8 912
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	104 780	22 568
Variation de la trésorerie	26 257	(16 863)

Au cours des six premiers mois de 2025 et de 2024, nos principaux besoins de financement ont concerné nos activités opérationnelles, y compris les besoins en fonds de roulement.

La trésorerie nette utilisée dans les activités opérationnelles s'est élevée à 53,7 millions d'euros au premier semestre 2025, contre 48,3 millions d'euros sur la même période en 2024. Cette augmentation est principalement liée à l'évolution du besoin en fonds de roulement (7,7 millions d'euros) et à l'impact en trésorerie nette de la mise en œuvre partielle du Projet de réorganisation stratégique (4,2 millions d'euros) au cours du premier semestre 2025.

Sur la même période, la trésorerie nette utilisée dans les activités d'investissement a diminué de 33,7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. Pour les six premiers mois de 2025, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement incluent une sortie de 24,6 millions d'euros liée à des placements dans des dépôts à terme.

Enfin, la trésorerie nette générée par les activités de financement a augmenté de 82,4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024, principalement en raison du financement structuré (voir Note 1.2 - *Evénements significatifs survenus au cours du premier semestre 2025 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*).

Le détail de ces variations est présenté dans les sections ci-dessous.

2.2.1 Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat net de la période	(175 882)	(49 029)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
Dépréciations, Amortissements et provisions	4 109	1 878
Valeur brute des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	14	-
Impôts différés et impôts courants	(571)	22
Crédits d'impôt	(1 125)	(2 657)
Coût de l'endettement financier	9 598	5 180
Paielements fondés sur les actions	8 009	2 238
Quote-part des bénéfices des entreprises mises en équivalence	220	8
Pertes / (gains) de change latents	908	(73)
Variation de juste valeur par le résultat	102 640	(8 506)
Autres	-	-
Marge brute d'autofinancement	(52 080)	(50 939)
(Augmentation)/diminution des créances d'exploitation et diverses	(14 491)	4 075
Augmentation/(diminution) des dettes d'exploitation et diverses	8 438	(2 409)
(Augmentation)/diminution des stocks	-	24
Crédit d'impôt reçu	4 915	5 333
Autres ⁽¹⁾	(507)	(4 426)
Impôts, intérêts et variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 645)	2 597
Flux nets de trésorerie utilisés par l'activité	(53 725)	(48 342)

La trésorerie nette utilisée dans les activités opérationnelles s'est élevée à 53,7 millions d'euros au premier semestre 2025, contre 48,3 millions d'euros sur la même période en 2024, soit une augmentation des besoins de trésorerie de 5,4 millions d'euros, soit 11 %.

Cette évolution est principalement liée à la variation du besoin en fonds de roulement et à l'impact net en trésorerie de la mise en œuvre partielle du Projet de réorganisation stratégique au cours du premier semestre 2025.

2.2.2 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les principaux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement au cours des périodes présentées sont les suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(57)	(255)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	90
Variation nette des comptes à termes courants	(24 742)	70
Variation nette des autres actifs financiers non courants	-	9 008
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(24 799)	8 912

Au cours du premier semestre de 2025, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont principalement composés de souscriptions à des dépôts à court terme pour un montant de 24,6 millions d'euros, comme détaillé dans la note 4.6 – *Créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*.

Pour les six premiers mois de 2024, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement provenaient principalement de la clôture d'un contrat de dépôt à terme de deux ans d'un montant de 9,0 millions d'euros.

2.2.3 Flux de trésorerie liés aux activités de financement

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Augmentation de capital	57 370	6
Souscription d'emprunts	-	24 911
Emission de bons de souscriptions d'actions préfinancés	58 206	-
Frais lié à l'augmentation de capital	(7 519)	-
Remboursement d'emprunts	(1 791)	(1 177)
Remboursement des dettes de loyer	(1 317)	(1 173)
Intérêts versés	(168)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	104 780	22 568

Au cours du premier semestre de 2025, la trésorerie nette générée par les activités de financement s'élève à 104,8 millions d'euros, principalement en raison de la réception de la deuxième tranche du financement structuré en mai 2025, représentant un produit brut total de 115,6 millions d'euros (produit net de 108,0 millions d'euros).

Pour les six premiers mois de 2024, la trésorerie nette générée par les activités de financement s'élevait à 22,6 millions d'euros, montant principalement lié au décaissement de la tranche B, d'un montant de 25 millions d'euros, dans le cadre du contrat de financement.

Les variations des capitaux propres au cours du premier semestre 2025 sont détaillées dans la note 4.8 – *Capitaux propres des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités au 30 juin 2025*.

2.3 Sources de financement attendues

Depuis sa création, nous avons financé notre croissance par des augmentations de capital successives, des dettes, des accords de collaboration et de licence et des remboursements de créances de Crédit d'Impôt Recherche français (« CIR »). Nous poursuivons nos activités de recherche et de développement pour la lanifibranor.

Nous avons enregistré des pertes d'exploitation et des flux de trésorerie négatifs depuis notre création en raison de la nature innovante des produits candidats que nous développons, y compris celui que nous continuons de développer, qui nécessite une phase de recherche et de développement s'étendant sur plusieurs années. Nous ne prévoyons pas de générer des revenus de ventes de nos produits dans un avenir proche. Les phases de développement clinique des produits de l'industrie biopharmaceutique nécessitant des investissements croissants, nos besoins de financement continueront d'augmenter au fur et à mesure que les essais cliniques sur le lanifibranor progresseront.

Au 30 juin 2025, nous disposons de trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 122,1 millions d'euros. Ils sont composés de trésorerie et de comptes de dépôt à court terme liquides et

facilement convertibles dans un délai de 3 mois sans pénalité ou risque de changement de valeur (Note 4.7 – *Trésorerie et équivalents de trésorerie*) et 24,6 millions d’euros de dépôts à court terme convertibles dans un délai supérieur à 3 mois (Note 4.6 – *Clients, créances d’impôts et autres actifs courants*).

Après le 30 juin 2025, nous avons reçu, le 7 juillet 2025, un paiement d’étape de 10 millions de dollars (soit 8,5 millions d’euros¹) de la part de CTTQ, à la suite de la clôture de la Transaction T2 (voir note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025*).

À la date d'autorisation de la publication de nos états financiers consolidés semestriels condensés non audités, nous estimons, compte tenu de notre structure de coûts actuelle et de nos engagements de dépenses prévisionnelles, que nous devrions disposer de fonds suffisants pour financer nos activités jusqu'à la fin du troisième trimestre 2026. Cette estimation est basée sur notre plan d'affaires actuel, incluant le Projet de réorganisation stratégique partiellement mis en œuvre, et ne tient pas compte (i) de tout paiement d'étape potentiel qui pourrait être reçu ou payé par la Société, (ii) de tout produit supplémentaire potentiel provenant du Financement Structuré, ainsi que (iii) de toute dépense supplémentaire liée à d'autres produits candidats, ou résultant d'un éventuel accord de licence ou d'acquisition de produits candidats ou de technologies supplémentaires, ou de tout développement associé que la Société pourrait entreprendre. Nous avons pu baser cette estimation sur des hypothèses incorrectes ou pourrions modifier notre modèle d'affaires à l'avenir, ce qui pourrait nous amener à utiliser nos ressources plus rapidement que prévu. Nous devons lever des fonds supplémentaires pour soutenir nos activités ainsi que nos programmes de recherche et de développement tels qu'envisagés actuellement, à travers :

- D'éventuelles offres au public ou placements privés ;
- Des opérations stratégiques potentielles telles que des partenariats ou autres accords de développement commercial.

Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'obtenir les financements nécessaires ou de réaliser une quelconque transaction, par l'un des moyens mentionnés ci-dessus, ni par tout autre moyen, dans des délais raisonnables, à des conditions acceptables, ou même de manière certaine. En cas d'impossibilité d'obtenir un financement dans les délais requis, nous pourrions être contraint de réduire, reporter ou abandonner significativement un ou plusieurs de nos programmes de recherche ou de développement, ou encore de renoncer à la commercialisation de tout produit approuvé, voire de limiter notre capacité à étendre nos opérations ou à saisir des opportunités commerciales, ce qui nuirait à nos perspectives et à notre activité.

Les états financiers consolidés condensés non audités pour le semestre se terminant le 30 juin 2025 ont été préparés sur la base du principe de continuité d'exploitation, en prenant pour hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible. Le principe de continuité d'exploitation suppose la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires. En tant que tels, les états financiers consolidés condensés non audités n'incluent pas d'ajustements liés au montant ou à la classification des actifs et des passifs qui pourraient être nécessaires si la Société n'était pas en mesure de poursuivre son activité.

¹ Le taux de change à la date de paiement était de 1,173 dollar pour un euro.

3. ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Inventiva S.A.

50 rue de Dijon - 21121 Daix

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 26 septembre 2025

KPMG SA

Paris, le 26 septembre 2025

LCA Audit

Philippe Grandclerc

Associé

Lison Dahan Chouraki

Associée

3.2 COMPTES CONSOLIDES RESUMES SEMESTRIELS

Etat de la situation financière intermédiaire consolidée

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2025	31 décembre 2024
Immobilisations incorporelles	4.1	85	48
Immobilisations corporelles	4.2	3 985	5 005
Impôts différés actifs	4.3	192	217
Participation mise en équivalence	4.4	835	1 139
Autres actifs non courants	4.5	1 047	1 047
Total Actif non courant		6 144	7 456
Clients et comptes rattachés	4.6	10 764	531
Créances d'impôt	4.6	1 163	4 941
Autres actifs courants	4.6	38 808	9 476
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	122 076	96 564
Total Actif courant		172 811	111 511
Total actif		178 955	118 967
Capital social		1 392	957
Primes d'émission		376 755	249 160
Réserves		(211 513)	(173 151)
Réserve de conversion		340	600
Résultat net de la période		(175 882)	(184 212)
Capitaux propres	4.8	(8 909)	(106 647)
Dettes financières à long terme	4.9	51 599	48 460
Dettes financières long terme - instruments dérivés	4.9	42 251	24 315
Passif au titre des certificats de royalties	4.9	33 415	29 207
Provisions pour retraites	4.11	891	1 762
Passifs sur contrats – part long terme		126	107
Autres passifs non courants	4.12	1 126	1 032
Total Passif non courant		129 406	104 883
Dettes financières à court terme	4.9	5 533	5 868
Dettes financières court terme - instruments dérivés	4.9	-	73 400
Provisions - part court terme	4.10	3 051	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.13	34 703	32 862
Autres passifs courants	4.12	15 170	8 600
Total Passif courant		58 458	120 731
Total Passif		187 864	225 614
Total passif et capitaux propres		178 955	118 967

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)

		Six mois clos au	
		30 juin 2025	30 juin 2024
	Notes		
Chiffre d'affaires	5.1	4 454	41
Autres produits d'exploitation	5.1	1 156	2 693
Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation	5.1	5 610	2 734
Frais de recherche et développement	5.2	(44 890)	(46 822)
Marketing – Développement commercial	5.2	(746)	(598)
Frais généraux et administratifs	5.2	(14 713)	(7 701)
Autres produits (charges) opérationnels	5.3	(8 202)	138
Résultat opérationnel		(62 940)	(52 249)
Produits financiers	5.4	2 427	9 093
Charges financières	5.4	(115 651)	(5 586)
Résultat financier		(113 224)	3 507
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	5.5	(220)	(168)
Produit (charge) d'impôt	5.6	503	(119)
Résultat Net		(175 882)	(49 029)
Résultat net de base/dilué par action (euros/action)		(1.62)	(0.94)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat de base/dilué par action	5.7	108 839 636	51 982 093

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

	Six mois clos au	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat Net	(175 882)	(49 029)
Eléments recyclables en résultat	(260)	(220)
Ecart de conversion - mise en équivalence	(183)	(286)
Variation des écarts de conversion	(77)	66
Eléments non recyclables en résultat	93	74
Ecart actuariel sur engagements de retraite (IAS 19)	93	74
Autres Eléments du Résultat global	(167)	(146)
Résultat global	(176 049)	(49 175)

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidées

(en milliers d'euros)

	Notes	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Résultat net	Réserve de conversion	Réserves	Capitaux propres
31 décembre 2024		95 662 391	957	249 160	(184 212)	600	(173 151)	(106 647)
Résultat net de la période		-	-	-	(175 882)	-	-	(175 882)
Ecart actuariels nets d'impôt différé		-	-	-	-	-	93	93
Variation des écarts de conversion		-	-	-	-	(260)	-	(260)
Résultat global de la période		-	-	-	(175 882)	(260)	93	(176 049)
Affectation du résultat 2024	4,8	-	-	-	184 212	-	(184 212)	-
Emission d'actions ordinaires ⁽¹⁾	4,8	43 488 883	435	135 115	-	-	-	135 550
Coûts de transaction	4,8	-	-	(7 519)	-	-	-	(7 519)
Emission de bons de souscriptions d'actions préfinancés ⁽²⁾	4,9	-	-	-	-	-	138 130	138 130
Paievements fondés sur des actions	4,8	-	-	-	-	-	8 009	8 009
Titres d'autocontrôle	4,8	-	-	-	-	-	85	85
Autres		-	-	-	-	-	(467)	(467)
30 juin 2025		139 151 274	1 392	376 755	(175 882)	340	(211 513)	(8 909)

⁽¹⁾ Correspondant principalement à l'augmentation de capital constituée par l'émission de 42 488 883 nouvelles actions ordinaires (voir Note 4.8 – *Capitaux propres*)

⁽²⁾ Correspondant à l'émission de 43 437 036 bons de souscription d'actions préfinancés (voir Note 4.9 *Dettes financières – Instruments dérivés à court terme*)

	Notes	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Résultat net	Réserve de conversion	Réserves	Capitaux propres
31 décembre 2023		52 115 807	521	201 862	(110 426)	596	(124 584)	(32 032)
Résultat net de la période		-	-	-	(49 029)	-	-	(49 029)
Ecart actuariels nets d'impôt différé		-	-	-	-	-	74	74
Variation des écarts de conversion		-	-	-	-	(220)	-	(220)
Résultat global de la période		-	-	-	(49 029)	(220)	74	(49 175)
Affectation du résultat 2023	4,8	-	-	-	110 426	-	(110 426)	-
Acquisitions définitives d'AGAs	4,8	-	-	-	-	-	2 238	2 238
Primes de souscription des BSAs	4,8	361 381	4	(4)	-	-	6	6
Titres d'autocontrôle	4,8	-	-	-	-	-	(138)	(138)
Autres		-	-	-	-	-	41	41
30 juin 2024		52 477 188	525	201 859	(49 029)	375	(232 789)	(79 060)

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat net de la période		(175 882)	(49 029)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
Dépréciations, Amortissements et provisions		4 109	1 878
Valeur brute des immobilisations corporelles et incorporelles cédées		14	-
Impôts différés et impôts courants		-571	22
Crédits d'impôt		-1 125	(2 657)
Coût de l'endettement financier		9 598	5 180
Palements fondés sur les actions		8 009	2 238
Quote-part des bénéfices des entreprises mises en équivalence		220	8
Pertes / (gains) de change latents		908	(73)
Variation de juste valeur par le résultat		102 640	(8 506)
Marge brute d'autofinancement		(52 080)	(50 939)
(Augmentation)/diminution des créances d'exploitation et diverses		-14 491	4 075
Augmentation/(diminution) des dettes d'exploitation et diverses		8 438	(2 409)
(Augmentation)/diminution des stocks		0	24
Crédit d'impôt reçu		4 915	5 333
Autres ⁽¹⁾		-507	(4 426)
Impôts, intérêts et variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-1 645	2 597
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(53 725)	(48 342)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-57	(255)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	90
(Augmentation)/diminution des comptes à termes courants	4.6	-24 742	70
Augmentation / (Diminution) des autres actifs financiers non courants	4.5	0	9 008
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(24 799)	8 912
Augmentation de capital	4.8	57 370	6
Frais lié à l'augmentation de capital	4.8	-7 519	-
Emission de bons de souscriptions d'actions préfinancés	4.9	58 206	-
Souscription Royalty certificates	4.9	0	-
Souscription d'emprunts	4.9	0	24 911
Remboursement d'emprunts	4.9	-1 791	(1 177)
Remboursement des dettes de loyer	4.9	-1 317	(1 173)
Intérêts versés		-168	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		104 780	22 568
Augmentation/(diminution) de la trésorerie		26 257	(16 863)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4.7	96 564	26 918
Gains / (Pertes) de change		-744	92
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		122 076	10 147

⁽¹⁾ Inclus une variation des charges constatées d'avance de 0,5 millions d'euros au 30 juin 2025

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers

Notes aux états financiers consolidés résumés

Table des matières

1.	Informations relatives à la Société	30
1.1	Informations relatives à la Société.....	30
1.2	Faits marquants du premier semestre 2025.....	30
2.	Base de préparation et déclaration de conformité	33
2.1	Déclaration de conformité	33
2.2	Périmètre et méthode de consolidation.....	34
2.3	Conversion des monnaies étrangères.....	35
3.	Principes et méthodes comptables.....	35
3.1	Utilisation d'estimations et d'hypothèses.....	35
3.2	Estimation à la juste valeur.....	36
3.3	Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires	36
3.4	Principe de continuité d'exploitation.....	37
4.	Notes relatives à l'état de la situation financière consolidée	38
4.1	Immobilisations incorporelles	38
4.2	Immobilisations corporelles.....	38
4.3	Impôts différés actifs	38
4.4	Participation mise en équivalence	39
4.5	Autres actifs non courants	41
4.6	Clients, créances d'impôts et autres actifs courants.....	41
4.7	Trésorerie et équivalents de trésorerie	42
4.8	Capitaux propres.....	42
4.9	Dettes financières	46
4.10	Provisions	55
4.11	Provisions pour retraites	56
4.12	Autres passifs courants et non-courants.....	56
4.13	Dettes fournisseurs et passifs sur contrats – part court terme	57
4.14	Actifs et passifs financiers	58
5.	Notes relatives au compte de résultat.....	60
5.1	Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation.....	60
5.2	Charges opérationnelles.....	61
5.3	Autres produits (charges) opérationnels	62
5.4	Charges et produits financiers	63
5.5	Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence.....	64
5.6	Charge d'impôt.....	64
5.7	Résultat de base et dilué par action.....	65
6.	Autres informations financières	65
6.1	Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	65
6.2	Relations avec les parties liées	66
6.3	Facteurs de risques financiers.....	66
6.4	Événements postérieurs à la clôture.....	67

1. Informations relatives à la Société

1.1 Informations relatives à la Société

Inventiva S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 50 rue de Dijon, 21121 Daix. Les états financiers consolidés de la société Inventiva comprennent Inventiva S.A. et sa filiale Inventiva Inc., créée en janvier 2021 (« **Inventiva** » ou la « **Société** »).

Les actions ordinaires d’Inventiva sont cotées sur le compartiment B du marché réglementé d’Euronext Paris depuis février 2017 et les American Depositary Shares (« **ADS** ») de la Société, représentant chacune une action ordinaire sont admis à la négociation sur le Nasdaq Global Market depuis juillet 2020.

Inventiva est une société biopharmaceutique spécialisée dans le développement clinique de petites molécules actives administrées par voie orale pour le traitement de la stéatohépatite associée à un dysfonctionnement métabolique (« **MASH** »), anciennement connue sous le nom stéatohépatite non alcoolique (« **NASH** ») et d’autres maladies pour lesquelles le besoin médical non satisfait est significatif.

Forte de son expertise et de son expérience significative dans le développement de composés ciblant les récepteurs nucléaires, les facteurs de transcription et la modulation épigénétique, Inventiva développe lanifibranor pour le traitement de la MASH, une maladie hépatique chronique et progressive. En 2020, la Société a annoncé des résultats positifs de l’étude clinique de phase IIb évaluant le lanifibranor chez des patients atteints de MASH, et a indiqué que la Food and Drug Administration (« **FDA** ») des États-Unis avait accordé à la Société le statut de traitement innovant (« Breakthrough Therapy ») ainsi que la désignation Fast Track pour le développement du lanifibranor dans le traitement de la MASH. La Société a lancé l’essai pivot de phase III du lanifibranor dans la MASH (« **NATiV3** ») au second semestre 2021.

Le 1er avril 2025, Inventiva a annoncé la fin du recrutement des patients dans son essai clinique de phase III NATiV3, avec la randomisation du dernier patient dans la cohorte principale. La publication des résultats principaux de la partie 1 de l’essai NATiV3 est prévue pour le second semestre 2026.

1.2 Faits marquants du premier semestre 2025

Projet de réorganisation stratégique en février 2025 (le “Projet de réorganisation stratégique”)

En février 2025, La Société a informé les représentants de son Comité Social et Économique de son projet de se concentrer exclusivement sur le développement de lanifibranor. Ce projet prévoit l’arrêt de toutes les activités de recherche préclinique, à l’exception de celles nécessaires au soutien du programme lanifibranor, ainsi que le renforcement de l’équipe de développement en vue de préparer d’éventuelles demandes d’autorisation de mise sur le marché et la commercialisation ultérieure de lanifibranor pour les patients atteints de MASH. Le projet présenté incluait une réduction d’environ 50 % des effectifs de la Société (en février 2025). Le projet a été principalement mis en œuvre au cours du deuxième trimestre 2025 et continue d’être déployé au second semestre 2025. Les impacts sur les états financiers sont détaillés dans les Notes 4.10 – *Provisions* et 5.3 – *Autres produits et charges opérationnels*.

L'essai clinique de Phase 3 NATiV3 portant sur le lanifibranor chez des patients atteints de MASH et de fibrose avancée

En janvier 2025, la Société a terminé le screening des patients dans le cadre de l'essai en cours NATiV3. En février 2025, à la suite de l'examen des données de sécurité de plus de 1 200 patients randomisés dans NATiV3 par le *Data Monitoring Committee* (« **DMC** »), Inventiva a reçu une recommandation positive lors de la sixième réunion programmée du DMC pour poursuivre l'essai clinique NATiV3 sans modification du protocole. Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé la fin de l'inclusion des patients dans son essai clinique de Phase 3 NATiV3, avec la randomisation du dernier patient de l'essai.

Lancement du programme de développement clinique du lanifibranor au Japon avec l'administration de la première dose au premier participant dans l'essai de Phase 1.

La Société et Hepalys Pharma, Inc. ont lancé le développement clinique de lanifibranor au Japon en administrant la première dose à un participant dans le cadre d'un essai de Phase 1. Cette étude, impliquant 32 participants sur une période de 14 jours, vise à évaluer la sécurité, la tolérabilité, la pharmacocinétique et la pharmacodynamie de lanifibranor. Conformément à l'accord de licence exclusive (le « **Contrat de Licence Hepalys** ») conclu en septembre 2023 entre la Société et Hepalys pour le développement et la commercialisation de lanifibranor au Japon et en Corée du Sud, Hepalys est responsable de l'ensemble des activités cliniques dans ces deux pays.

Clôture de la deuxième tranche du financement structuré d'un montant de 116 millions d'euros, dans le cadre d'un financement total pouvant atteindre 348 millions d'euros.

Le 5 mai 2025, la Société a annoncé avoir sécurisé la deuxième tranche (la « **Transaction T2** ») du financement structuré en fonds propres pouvant atteindre 348 millions d'euros, annoncé le 14 octobre 2024 (le « **Financement Structuré** »), pour un produit brut de 115,6 millions d'euros (108,0 millions d'euros net), suite à la réalisation des conditions suspensives (les « **Conditions Suspensives T2** »). Le règlement-livraison de la Transaction T2 a eu lieu le 7 mai 2025.

La Société prévoit d'utiliser le produit net de la Transaction T2 principalement pour financer le développement de lanifibranor dans le MASH, et notamment la poursuite de son essai clinique de Phase III NATiV3. La Transaction T2 comprend :

- Une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription réservée à des investisseurs nommément désignés (« à personne dénommée »), consistant en l'émission de :
 - 42 488 883 actions ordinaires nouvelles (« **Actions Nouvelles T2** ») d'une valeur nominale de 0,01 €, chacune assortie d'un bon de souscription d'actions ordinaires (« **BSA T3** » et ensemble avec les Actions Nouvelles T2, les « **ABSAs** »), au prix de souscription de 1,35 € par ABSA, représentant un produit brut de 57,4 millions d'euros ;
 - Jusqu'à 38 239 990 actions nouvelles, sur exercice des BSA T3 attachés aux Actions Nouvelles T2, au prix d'exercice de 1,50 € par action, si tous les BSA T3 attachés aux Actions Nouvelles T2 sont exercés, ce qui représenterait un produit brut additionnel de 57,4 millions d'euros.
- L'émission de 43 437 036 bons de souscription d'actions préfinancés (« **BSA T2** ») donnant chacun droit à souscrire à une action ordinaire de la Société, réservée à des personnes dénommées, à chacun desquels est attaché un BSA T3 (les BSA T2 et les BSA T3 ensemble,

les « **PFW-BSAs** »), au prix de souscription de 1,34 € par PFW-BSAs, représentant un produit brut de 58,2 millions d'euros. Les PFW-BSAs permettent l'émission de :

- Jusqu'à 43 437 036 actions nouvelles, au prix de 1,35 € par action (dont 1,34 € ont été préfinancés à la date d'émission), si tous les BSA T2 sont exercés ;
- Jusqu'à 39 093 329 actions nouvelles, au prix de 1,50 € par action, si tous les BSA T3 attachés aux BSA T2 sont exercés, ce qui représenterait un produit brut additionnel de 58,6 millions d'euros.

Les BSA T3 ont une date d'expiration fixée au 30 juillet 2027. L'exercice des BSA T3 (la troisième tranche du Financement Structuré) est notamment conditionné à la publication de résultats principaux positifs de l'essai clinique de Phase III NATiV3 avant le 15 juin 2027 (les « **Conditions Suspensives T3** »). Si tous les BSA T2 et BSA T3 sont exercés, jusqu'à 120,8 millions d'actions supplémentaires pourraient être émises par la Société.

À la date de transaction, le 7 mai 2025, la juste valeur des options d'achat sur les Actions Nouvelles T2 et les BSA T2 s'élevait respectivement à 78,2 millions d'euros et 79,9 millions d'euros.

À la date d'émission, le nombre d'Actions Nouvelles T2 ou de BSA T2 était fixe, et les instruments respectaient la règle « *fixed-for-fixed* » selon IAS 32. La juste valeur des instruments dérivés à la date de transaction est donc décomptabilisée par le biais des capitaux propres (voir Note 3.4 – *Instruments dérivés des Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024*).

Départ de Lucy Lu du Conseil d'Administration

À compter du 21 mai 2025, Mme Lu a démissionné de ses fonctions de membre du Conseil d'Administration de la Société. Cette décision n'est liée à aucun désaccord avec la direction de la Société, ni avec un autre membre du conseil, concernant les activités, politiques ou pratiques de la Société.

Nomination de Renée Aguiar-Lucander au Conseil d'Administration de la Société avec effet au 22 mai 2025

Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, les actionnaires ont nommé Renée Aguiar-Lucander en tant qu'administratrice de la Société. Renée, actuellement directrice générale de Hansa Biopharma AB, apporte une vaste expérience dans la direction de sociétés de biotechnologie, y compris sa réussite à la tête de Calliditas Therapeutics AB, où elle a mené l'entreprise à l'obtention d'une approbation de la FDA et à une acquisition majeure. Son expertise devrait s'avérer précieuse à mesure que la Société poursuit le développement clinique et la potentielle mise sur le marché du traitement de la MASH, lanifibranor.

Départ du Directeur Général Adjoint avec effet au 30 juin 2025.

Le Conseil d'administration a pris acte de la décision de M. Pierre Broqua de quitter ses fonctions de Directeur Général Délégué, et Directeur Scientifique et de passer à un rôle de consultant en tant que conseiller scientifique avec effet au 30 juin 2025. Jason Campagna, MD, PhD, a rejoint la Société en tant que Président de la R&D et Directeur Médical, succédant à Pierre Broqua, PhD, et Michael Cooreman, MD, qui a quitté son poste de Directeur Médical.

Paiement d'étape reçu de Chia Tai Tianqing Pharmaceutical Group Co., LTD (« CTTQ »)

En septembre 2022, la Société a conclu un accord de licence et de collaboration avec CTTQ (tel que modifié le 11 octobre 2024, le « **Contrat de Licence CTTQ** ») pour développer et commercialiser lanifibranor dans le traitement du MASH et potentiellement d'autres maladies métaboliques en Chine continentale, dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, la Région administrative spéciale de Macao et à Taïwan (voir Note 19.1 – *Chiffre d'affaires des Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024*).

À la suite du règlement-livraison de la Transaction T2 le 7 mai 2025, la Société est devenue éligible à recevoir un paiement d'étape de 10 millions de dollars de la part de CTTQ, conformément au Contrat de Licence CTTQ. Les revenus enregistrés par la Société au premier semestre 2025 (4,4 millions d'euros) proviennent principalement du produit brut du paiement d'étape de 10 millions de dollars (8,9 millions d'euros¹) facturé à CTTQ, déduction faite des notes de crédit de 5 millions de dollars (4,4 millions d'euros) reconnues dans le cadre de l'accord de licence avec CTTQ après le règlement-livraison de la deuxième tranche du Financement Structuré en mai 2025. Le paiement d'étape de 10 millions de dollars a été reçu le 7 juillet 2025 (voir Note 5.1 – *Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation*, Note 4.6 – *Clients, créances d'impôts et autres actifs courants*, et Note 4.12 – *Autres passifs courants et non courants*).

2. Base de préparation et déclaration de conformité

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés semestriels condensés non audités ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels et doivent donc être lues conjointement avec les comptes consolidés de la Société établis selon le référentiel comptable IFRS® de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à l'exception des principes comptables décrits en Note 3 – *Principes et méthodes comptables*.

Ces états financiers consolidés semestriels condensés non audités au 30 juin 2025 ont été approuvés par le Conseil d'Administration de la Société en date du 26 septembre 2025.

Référentiel comptable IFRS appliqué

Les méthodes comptables appliquées par la Société dans les comptes consolidés semestriels condensés pour les six mois clos le 30 juin 2025 établis selon le référentiel comptable IFRS sont identiques à celles utilisées dans les comptes établis selon le référentiel comptable IFRS de l'exercice 2024 à l'exception des dispositions spécifiques pour l'établissement de comptes intermédiaires décrits en Note 3. – *Principes et méthodes comptables*.

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2025

Les principales normes et amendements en vigueur, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 au sein de l'Union européenne sont les suivants :

¹ Le taux de change à la date de facture était de 1,125 dollar pour un euro.

- Amendement à IAS 21 - Absence de convertibilité, effets des variations des taux de change.
- IFRS 16 - Contrats de location sur vente et cession-bail.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés semestriels condensés non audités au 30 juin 2025 de la Société.

Normes, amendements et interprétations significatifs publiés par l'IASB mais non encore d'application obligatoire

Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes qui ont été publiés mais ne sont pas encore applicables concernent :

- Amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Classification et évaluation des instruments financiers – applicables à partir du 1^{er} janvier 2026 ;
- Amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Contrats faisant référence à l'électricité dépendante de la nature – applicables à partir du 1^{er} janvier 2026 ;
- Améliorations annuelles des normes comptables IFRS, applicables à partir du 1^{er} janvier 2026, concernant les modifications des normes suivantes :
 - IFRS 1 – Première adoption des normes internationales d'information financière ;
 - IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir, ainsi que les directives d'application correspondantes ;
 - IFRS 9 – Instruments financiers ;
 - IFRS 10 – États financiers consolidés ; et
 - IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie
- Nouvelle norme - IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers – applicable à partir du 1^{er} janvier 2027;
- Nouvelle norme - IFRS 19 - Filiales sans responsabilité publique : informations à fournir – applicable à partir du 1^{er} janvier 2027;

La Société est en cours d'analyse de ces nouvelles normes, interprétations et amendements afin de déterminer s'ils sont applicables et leurs impacts.

2.2 Périmètre et méthode de consolidation

- *Principes comptables*

Conformément à la norme IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*, une entité (filiale) est consolidée lorsqu'elle est contrôlée par une société (la mère).

Toutes les entités sur lesquelles la société mère a le contrôle sont des filiales. La société mère contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les filiales sont consolidées à compter de la date à laquelle la société mère en obtient le contrôle. Elles sont déconsolidées lorsque la société mère en perd le contrôle.

Les transactions intra-groupes, les soldes et les plus-values latentes sur les transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées. Les moins-values latentes sont également éliminées sauf si la transaction fait l'objet d'une dépréciation de l'actif transféré. Les politiques comptables des filiales sont identiques à celles adoptées par la société mère.

- *Entités consolidées*

Au 30 juin 2025, le périmètre de consolidation est composé de deux entités, une société mère, Inventiva S.A., et sa filiale détenue à 100%, Inventiva Inc., pour laquelle aucun intérêt minoritaire n'est comptabilisé.

	Date de création	Pourcentage de participation détenu	Méthode de consolidation
INVENTIVA Inc.	05/01/2021	100%	Intégration globale

- *Participations dans les entreprises associées et les coentreprises*

Hepalys est constitué et a pour principal lieu d'activité le Japon. Le pourcentage de participation de la Société est de 15% et est identique au pourcentage de droits de vote détenus. Conformément à l'IAS 28 - *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, la nature de la relation est une entreprise associée et la méthode d'évaluation est la méthode de la mise en équivalence (voir Note 4.4. – *Participation mise en équivalence*).

2.3 Conversion des monnaies étrangères

- *Monnaie fonctionnelle et de présentation*

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en euros, qui est aussi la monnaie fonctionnelle de l'entité mère, Inventiva S.A. La monnaie fonctionnelle de la filiale Inventiva Inc. est le dollar U.S. Tous les montants présentés dans les notes aux états financiers consolidés sont libellés en euros sauf indication contraire.

- *Conversion des états financiers des filiales étrangères*

Les résultats et la situation financière résultant d'opérations étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros, comme suit :

- les actifs et passifs sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de produits et de charges sont convertis au cours moyen de l'exercice (ce cours moyen est une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives, dans le cas contraire, le cours de change à la date de transaction est appliqué) ;
- les écarts de changes générés sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global.

Taux de change (USD par EUR)	30 juin 2025	31 décembre 2024	30 juin 2024
Taux de change moyen de la période	1.0927	1.0824	1.0813
Taux de change en fin de période	1.1720	1.0389	1.0705

3. Principes et méthodes comptables

3.1 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction de la Société l'exercice d'un jugement, la réalisation d'estimations et la formulation d'hypothèses qui peuvent affecter la valeur

comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Il n'y a pas eu de changements significatifs dans les jugements importants et les principales estimations utilisés par la direction dans l'application des méthodes comptables de la Société pour la préparation des présents états financiers intermédiaires condensés non audités, par rapport à ceux décrits dans les états financiers annuels établis conformément aux normes comptables IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient n'ont pas entraîné de modifications significatives des estimations ou des jugements effectués par la direction dans la préparation des états financiers consolidés de la Société.

3.2 Estimation à la juste valeur

La méthode d'évaluation des instruments financiers évalués à la juste valeur s'articule autour des trois niveaux suivants :

- Niveau 1 : Cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation.
- Niveau 2 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Données d'entrée non observables concernant l'actif ou le passif.

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur au 30 juin 2025 :

<i>Au 30 juin 2025 - en milliers d'euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<i>Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</i>			
Dettes financières long terme – Instruments dérivés	-	-	42 251
Dettes financières court terme – Instruments dérivés	-	-	-
Total passif	-	-	42 251

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur au 31 décembre 2024 :

<u>Au 31 décembre 2024 - en milliers d'euros</u>	<u>Niveau 1</u>	<u>Niveau 2</u>	<u>Niveau 3</u>
<i>Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</i>			
Dettes financières long terme – Instruments dérivés	-	-	24 315
Dettes financières court terme – Instruments dérivés	-	-	73 400
Total passif	-	-	97 715

3.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des opérations

Les activités de la Société ne sont pas soumises à des variations saisonnières significatives.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée au titre de chaque période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de l'exercice.

Les montants à payer au titre de l'impôt sur le résultat d'une période intermédiaire peuvent devoir être ajustés lors d'une période intermédiaire ultérieure du même exercice si l'estimation relative au taux d'impôt annuel change.

3.4 Principe de continuité d'exploitation

Depuis sa création, la Société a financé sa croissance par des augmentations de capital successives, des dettes, des accords de collaboration et de licence et des remboursements de créances de Crédit d'Impôt Recherche français (« CIR »). La Société poursuit ses activités de recherche et de développement pour la lanifibranor.

La Société a enregistré des pertes d'exploitation et des flux de trésorerie négatifs depuis sa création en raison de la nature innovante des produits candidats qu'elle développe, y compris celui qu'elle continue de développer, qui nécessite une phase de recherche et de développement s'étendant sur plusieurs années. La Société ne prévoit pas de générer des revenus de ventes de ses produits dans un avenir proche. Les phases de développement clinique des produits de l'industrie biopharmaceutique nécessitant des investissements croissants, les besoins de financement de la Société continueront d'augmenter au fur et à mesure que les essais cliniques sur le lanifibranor progresseront.

Au 30 juin 2025, la Société disposait de trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 122,1 millions d'euros. Ils sont composés de trésorerie et de comptes de dépôt à court terme liquides et facilement convertibles dans un délai de 3 mois sans pénalité ou risque de changement de valeur (Note 4.7 – *Trésorerie et équivalents de trésorerie*) et 24,6 millions d'euros de dépôts à court terme convertibles dans un délai supérieur à 3 mois (Note 4.6 – *Clients, créances d'impôts et autres actifs courants*).

Après le 30 juin 2025, la Société a reçu, le 7 juillet 2025, un paiement d'étape de 10 millions de dollars (soit 8,5 millions d'euros¹) de la part de CTTQ, à la suite de la clôture de la Transaction T2 (voir note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025*).

À la date d'autorisation de la publication de ces états financiers consolidés semestriels condensés non audités, la Société estime, compte tenu de sa structure de coûts actuelle et de ses engagements de dépenses prévisionnelles, qu'elle devrait disposer de fonds suffisants pour financer ses activités jusqu'à la fin du troisième trimestre 2026. Cette estimation est basée sur le plan d'affaires actuel de la Société, incluant le Projet de réorganisation stratégique partiellement mis en œuvre, et ne tient pas compte (i) de tout paiement d'étape potentiel qui pourrait être reçu ou payé par la Société, (ii) de tout produit supplémentaire potentiel provenant du Financement Structuré, ainsi que (iii) de toute dépense supplémentaire liée à d'autres produits candidats, ou résultant d'un éventuel accord de licence ou d'acquisition de produits candidats ou de technologies supplémentaires, ou de tout développement associé que la Société pourrait entreprendre. La Société peut avoir basé cette estimation sur des hypothèses incorrectes ou pourrait modifier son modèle d'affaires à l'avenir, ce qui pourrait l'amener à utiliser ses ressources plus rapidement que prévu. Elle devra lever des fonds supplémentaires pour soutenir ses activités ainsi que ses programmes de recherche et de développement tels qu'envisagés actuellement, à travers :

- D'éventuelles offres au public ou placements privés ;

¹ Le taux de change à la date de paiement était de 1,173 dollar pour un euro.

- Des opérations stratégiques potentielles telles que des partenariats ou autres accords de développement commercial.

La Société ne peut pas garantir qu'elle sera en mesure d'obtenir les financements nécessaires ou de réaliser une quelconque transaction, par l'un des moyens mentionnés ci-dessus, ni par tout autre moyen, dans des délais raisonnables, à des conditions acceptables, ou même de manière certaine. En cas d'impossibilité d'obtenir un financement dans les délais requis, la Société pourrait être contrainte de réduire, reporter ou abandonner significativement un ou plusieurs de ses programmes de recherche ou de développement, ou encore de renoncer à la commercialisation de tout produit approuvé, voire de limiter sa capacité à étendre ses opérations ou à saisir des opportunités commerciales, ce qui nuirait à ses perspectives et à son activité.

Les états financiers consolidés condensés non audités pour le semestre se terminant le 30 juin 2025 ont été préparés sur la base du principe de continuité d'exploitation, en prenant pour hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible. Le principe de continuité d'exploitation suppose la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires. En tant que tels, les états financiers consolidés condensés non audités n'incluent pas d'ajustements liés au montant ou à la classification des actifs et des passifs qui pourraient être nécessaires si la Société n'était pas en mesure de poursuivre son activité.

4. Notes relatives à l'état de la situation financière consolidée

4.1 Immobilisations incorporelles

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Valeur brute	3 993	3 947
Amortissements et dépréciations	(3 908)	(3 899)
Immobilisations incorporelles	85	48

4.2 Immobilisations corporelles

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Valeur brute	20 795	20 198
Amortissements et dépréciations	(16 810)	(15 193)
Immobilisations corporelles	3 985	5 005

Au 30 juin 2025, les amortissements et dépréciations ont augmenté de 1,6 million d'euros, principalement en raison (i) de l'amortissement de 1,0 million d'euros des droits d'utilisation, et (ii) de 0,3 million d'euros de dépréciation du droit d'utilisation des Fibroscans.

4.3 Impôts différés actifs

Inventiva S.A. et Inventiva Inc. sont imposées comme deux entités distinctes et ne peuvent appliquer la consolidation fiscale. Pour chaque entité, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés dans les états financiers consolidés. Les actifs d'impôts différés n'ont été comptabilisés que pour les entités ayant fourni des preuves suffisantes attestant qu'elles disposeront d'un bénéfice imposable suffisant pour utiliser les pertes fiscales inutilisées dans un avenir prévisible.

La récupération de ces pertes dans des périodes futures étant considérée comme improbable en raison de l'incertitude inhérente à l'activité d'Inventiva S.A., des actifs d'impôts différés ont été comptabilisés sur cette base au 30 juin 2025 uniquement pour Inventiva Inc.

4.4 Participation mise en équivalence

Le 26 septembre 2023, la Société a exercé une option d'achat de 30 % (1 500 000 actions ordinaires) de Hepalys pour un prix d'exercice total de ¥300 (soit 1,90 €). À la suite de la réception de l'avis d'exercice, le Conseil d'administration de Hepalys a autorisé le transfert des 1 500 000 actions ordinaires de Catalys vers la Société le 11 octobre 2023.

La Société n'a pas pris part aux augmentations de capital d'Hepalys en 2023 et 2024. Il en résulte une dilution de la participation de la Société au capital d'Hepalys à hauteur de 15%. (Voir Note 6 – *Participation mise en équivalence des Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024*).

Au 30 juin 2025, la Société détient 15 % du capital de Hepalys.

La Société a analysé sa participation dans Hepalys et a conclu qu'au 30 juin 2025, elle exerce une influence notable, mais sans contrôle ni contrôle conjoint sur Hepalys, comme cela avait déjà été conclu au 31 décembre 2024.

L'investissement dans Hepalys est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence au 30 juin 2025.

Les tableaux ci-dessous présentent l'état de la situation financière résumé de Hepalys. Les informations divulguées reflètent les montants présentés dans les états financiers de Hepalys et non la part détenue par la Société dans ces montants. Ces données ont été ajustées pour refléter les corrections de juste valeur apportées par la Société dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence. Les tableaux présentent également la réconciliation entre l'état de la situation financière de Hepalys et la valeur comptable dans les états financiers de la Société.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30 juin 2025	December 31, 2024
Immobilisations incorporelles	15 071	16 984
Total des actifs non courants	15 071	16 984
Autres actifs courants	136	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie	699	1 785
Total des actifs courants	836	1 866
Actifs différés	-	2
Total de l'actif	15 907	18 851
Capital social	532	552
Réserve de capital	19 374	21 489
Excédent de capital - Autres	786	816
Reports à nouveau	(2 987)	(1 073)
Perte nette de l'exercice	(2 068)	(3 293)
Capitaux propres	15 637	18 490
Dettes fournisseurs	270	353
Autres passifs courants	0	8
Total des passifs courants	270	361
Total des capitaux propres et du passif	15 907	18 851
Actif net d'ouverture	18 368	21 122
Perte de l'exercice ⁽¹⁾	(2 158)	(3 277)
Autres éléments du résultat global	(573)	(920)
Variations de capital	-	1 566
Actif net de clôture	15 637	18 490
Part du Groupe en %	15%	15%
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Part du Groupe	2 289	2 707
Élimination des plus-values latentes sur ventes aval	(1 491)	(1 604)
Écarts d'acquisition	37	37
Valeur comptable	835	1 139

⁽¹⁾ voir la Note 5.5 – Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

4.5 Autres actifs non courants

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Avances fournisseurs - non courant	1 047	1 047
Autres actifs non courants	1 047	1 047

Au 30 juin 2025 et 31 décembre 2024, les avances fournisseurs – part non courante s'élevaient à 1,0 million d'euros correspondant aux avances versées dans le cadre du contrat d'organisation de recherche (*contract research organizations* ou « **CRO** ») avec Pharmaceutical Research Associates Groupe B.V ("PRA") (voir Note 6.1 – *Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles*).

4.6 Clients, créances d'impôts et autres actifs courants

Clients et comptes rattachés

Le solde des créances clients à la clôture se décompose comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Jusqu'à 3 mois	10 764	531
3 à 6 mois	-	-
6 à 12 mois	-	-
Au-delà de 12 mois	-	-
Clients et comptes rattachés	10 764	531

Le délai moyen de paiement est de 30 jours.

Au 30 juin 2025, les créances clients et comptes rattachés ont augmenté de 10,2 millions d'euros, principalement en raison du paiement d'étape de 10 millions de dollars (environ 8,5 millions d'euros¹) facturé à CTTQ dans le cadre de l'accord de licence conclu avec CTTQ, à la suite de la finalisation de la Transaction T2 (voir Note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025*).

Créances d'impôts et Autres actifs courants

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Crédit Impôt Recherche (CIR)	1 125	4 915
Autres	38	25
Créances d'impôt	1 163	4 941
Charges constatées d'avance	2 928	2 442
Comptes à terme courants	24 578	-
Produit à recevoir court terme	4 456	1 574
Contrat de liquidité - Compte espèce	437	349
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	6 306	5 055
Autres créances diverses	103	56
Autres créances	38 808	9 476
Autres actifs courants	39 971	14 417

¹ Le taux de change à la date de clôture était de 1,172 dollar pour un euro.

Au 30 juin 2025, les créances d'impôts sont principalement constituées du CIR, pour un montant de 0,6 million d'euros, correspondant au CIR 2025 à fin juin 2025.

Au 30 juin 2025, les autres créances ont augmenté de 29,0 millions d'euros, principalement en raison de la souscription de comptes de dépôts à court terme au cours du deuxième trimestre auprès du Crédit Agricole pour 10 millions d'euros et 3,3 millions de dollars (soit 2,8 millions d'euros), ainsi qu'auprès de Société Générale pour 10 millions d'euros et 2 millions de dollars (soit 1,7 million d'euros).

Les charges constatées d'avance se sont élevées à 2,9 millions d'euros au premier semestre 2025 et sont principalement constituées de frais d'essais cliniques liés à l'étude mondiale de phase III NATiV3.

Les produits courus ont augmenté de 2,9 millions d'euros, principalement en raison de la refacturation des coûts de l'étude mondiale de phase III NATiV3.

4.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie nette <i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Autres équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	107 835	70 655
Liquidités	14 241	25 908
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽²⁾	122 076	96 564
Découverts bancaires	-	-
Solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de l'état des flux de trésorerie	122 076	96 564

(1) Les autres équivalents de trésorerie correspondant aux dépôts bancaires à court terme

(2) Soldes présentés dans l'état de situation financière

4.8 Capitaux propres

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires, la perte nette de 184,2 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 a été affectée aux réserves. Aucune affectation aux réserves légales ou autres réserves n'a été réalisée.

Capital émis

Le capital social est fixé à 1 391 512,74 euros au 30 juin 2025, divisé en 139 151 274 actions entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 euro.

Les variations du capital social sur les six mois clos le 30 juin 2025 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

(en euros, à l'exception du nombre d'actions)

Date	Nature des opérations	Capital social	Prime d'émission	Nombre d'actions	Nominal
Solde au 31 décembre 2024		956 623,91	249 159 596,78	95 662 391,00	0,01
28 avril 2025	Financement Structuré, Conversion de BSA T1	10 000,00	0,00	1 000 000,00	0,01
7 mai 2025	Financement Structuré, Emission de Nouvelles Actions T2.	424 888,83	127 595 233,47	42 488 883,00	0,01
Solde au 30 juin 2025		1 391 512,74	376 754 830,25	139 151 274,00	0,01

La hausse du capital social et de la prime d'émission au cours du premier semestre 2025 est liée à :

- L'émission de 42 488 883 Actions Nouvelles T2 de la Transaction T2, au prix de 1,35 € par action, représentant un produit brut de 57,4 millions d'euros. La valeur nominale d'une action étant de 0,01€, l'augmentation du capital social est de 0,4 millions d'euros. À la date de transaction, compte tenu du cours de l'action de 3,19 €, la juste valeur des 42 488 883 Actions

Nouvelles T2 était de 135,5 millions d'euros (3,19 € par action). Les frais de transaction se sont élevés à 7,5 millions d'euros.

- L'exercice de 1 000 000 de bons de souscription préfinancés émis dans le cadre de la première tranche du Financement Structuré le 28 avril 2025 a entraîné l'émission de 1 000 000 nouvelles actions ordinaires pour un produit brut de 10 000 €.

Contrat de liquidité

Le 19 janvier 2018, la Société a signé un contrat de liquidité avec la société Kepler Cheuvreux en remplacement du précédent contrat de liquidité conclu avec Oddo BHF, pour une durée de 12 mois renouvelable par tacite reconduction. Dans le cadre de ce contrat, le prestataire de service d'investissement (« PSI ») est autorisé à effectuer, sans ingérence d'Inventiva, des achats et ventes d'actions propres de la Société afin de garantir leur liquidité sur le marché d'Euronext.

Le contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux a été prolongé pour une durée de 18 mois à compter du 22 mai 2025.

Au 30 juin 2025, les actions propres acquises par Inventiva via son PSI, ainsi que les gains et pertes résultant des opérations d'achat, de vente, d'émission ou d'annulation de titres effectuées sur le premier semestre de 2025 sont présentés en déduction des capitaux propres. En conséquence, ces opérations n'ont aucun impact sur le résultat de la Société.

Options et bons de souscription d'actions

Caractéristiques des plans BSA et BSPCE

Au 30 juin 2025, un plan BSPCE et huit plans BSA sont en cours (voir ci-dessous).

Les plans BSPCE et BSA sont décrits dans la note 12.3 – *Plans de bons de souscription d'actions des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024*.

Aucun nouveau plan de bons de souscription d'actions n'a été attribué au cours du premier semestre 2025.

Mouvements des BSA et BSPCE (en nombre d'actions pouvant être émises)

Type	Date octroi	Prix d'exercice	En cours 1 janvier 2025	Créés	Exercés	Perdus / Caducs	En cours 30 juin 2025	Nombre d'actions exercibles
BSPCE - Plan 2021	16/04/2021	11.74	430 000	-	-	-	430 000	430 000
TOTAL BSPCE			430 000				430 000	430 000
BSA - Plan 2017	29/05/2017	6.68	130 000	-	-	-	130 000	130 000
BSA - Plan 2018	14/12/2018	6.07	116 000	-	-	-	116 000	116 000
BSA 2019	28/06/2019	2.20	10 000	-	-	-	10 000	10 000
BSA 2019 bis	09/03/2020	3.68	10 000	-	-	-	10 000	10 000
BSA 2019 ter	09/03/2020	3.68	36 000	-	-	-	36 000	36 000
BSA 2021	16/04/2021	11.74	14 333	-	-	-	14 333	14 333
BSA 2023	25/05/2023	2.51	10 000	-	-	-	10 000	-
BSA 2023 - 2	15/12/2023	3.91	20 000	-	-	-	20 000	-
TOTAL BSA			346 333	-	-	-	346 333	316 333
Total Options de souscription d'actions			776 333	-	-	-	776 333	746 333

Au 30 juin 2025, les BSPCE en cours sont au nombre de 430 000 (soit 430 000 actions) et les BSA sont au nombre de 346 333 (soit 346 333 actions), ce qui correspond à un nombre total d'actions pouvant être émises si les conditions sont remplies de 776 333.

Attributions gratuites d'actions

Caractéristiques des plans d'Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

Au 31 décembre 2024, un seul plan d'attribution gratuite d'actions était en cours : AGA 2023-1.

Le 13 décembre 2024, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer :

- 800 000 actions gratuites à Frédéric Cren, en sa qualité de Directeur Général, dans le cadre du nouveau plan AGA 2024-1,
- 800 000 actions gratuites à Pierre Broqua, en sa qualité de Directeur Général Délégué de la Société avant sa démission effective au 30 juin 2025, dans le cadre du plan AGA 2024-2,
- 1 577 000 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan AGA 2024-3,
- 113 000 actions gratuites de performance aux salariés dans le cadre du plan AGA 2024-4.

Les conditions définitives des plans ont été communiquées aux bénéficiaires au cours du mois de janvier 2025. En conséquence, les charges liées aux paiements en actions sont comptabilisées à partir de l'exercice débutant le 1er janvier 2025.

Au 30 juin 2025, les plans AGA en cours sont les suivants : AGA 2023-1, AGA 2024-1, AGA 2024-2, AGA 2024-3 et AGA 2024-4.

Mouvements des AGA (en nombre d'actions pouvant être émises)

Type	Décision d'émission du conseil d'admin	Date octroi	Cours de réf date d'attribution	En cours 1 janvier 2025	Créés	Acquis	Perdus / Caducs	En cours 30 juin 2025
AGA 2023-1	25/05/2023	25/05/2023	2.60	525,000	-	-	(262,500)	262,500
AGA 2024-1 (Tr1 - Tr2 - Tr3)	13/12/2024	06/01/2025	2.30	-	800,000	-	-	800,000
AGA 2024-2 (Tr1 - Tr2 - Tr3)	13/12/2024	06/01/2025	2.30	-	800,000	-	(541,433)	258,567
AGA 2024-3 (Tr1 - Tr2 - Tr3)	13/12/2024	06/01/2025	2.30	-	1,577,000	-	(17,500)	1,559,500
AGA 2024-4 (Tr1 - Tr2 - Tr3)	13/12/2024	17/01/2025	2.30	-	113,000	-	-	113,000
TOTAL attribution gratuites d'actions				525,000	3,290,000	-	(821,433)	2,993,567

Au 30 juin 2025, 2 993 567 actions gratuites (AGA) étaient en circulation. Au cours du premier semestre 2025, 821 433 AGA ont été annulés, principalement en raison de la démission de M. Pierre Broqua de son poste de directeur général adjoint, avec effet au 30 juin 2025. (voir Note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025*).

Le plan AGA est décrit dans la note 12.4 – *Plans d'attribution d'actions gratuites des comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024*, à l'exception de la modification du plan AGA 2024-2 attribué à Pierre Broqua, Directeur Général Délégué de la Société, décidée par le Conseil d'administration du 25 juin 2025. Cette modification incluait la suppression des conditions de présence et de performance, tout en maintenant le calendrier initial d'acquisition et de période de conservation. La charge des paiements fondés sur des actions liée à ce plan AGA modifié s'est élevée à 0,6 million d'euros sur le premier semestre 2025.

Au cours du premier semestre 2025, les charges des paiements fondés sur des actions liées aux AGA et aux BSA se sont élevées à 2,2 millions d'euros, un montant inchangé par rapport à la période correspondante de 2024. Ces charges sont comptabilisées en charges de personnel (voir Note 5.2 – *Charges opérationnels*). Une charge supplémentaire de 1,3 million d'euros liée aux AGA a été comptabilisée en autres produits et charges d'exploitation, suite à la suppression des conditions de présence et de performance convenues dans le cadre du Projet de réorganisation stratégique (voir Note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025* et Note 5.3 – *Autres produits (charges) opérationnels*).

Stock-Options (SO)

Caractéristiques des plans de Stock-Options (« SO »)

Le 20 décembre 2024, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer 12 898 116 options de souscription d'actions à Mark Pruzanski, Président du Conseil d'administration de la Société depuis le 13 décembre 2024, dans le cadre du nouveau plan « SO 2024-1 ».

Le même jour, le Conseil d'administration a également décidé d'attribuer 301 000 options de souscription d'actions aux salariés non Français, dans le cadre du nouveau plan « SO 2024-2 ».

Les conditions définitives des plans ont été communiquées aux bénéficiaires au cours du mois de janvier 2025 ; en conséquence, les charges liées aux paiements en actions ont été reportées à l'exercice débutant le 1er janvier 2025.

Au 30 juin 2025, deux plans d'options de souscription d'actions sont en cours : SO 2024-1 et SO 2024-2.

Mouvements des Stock-Options :

Type	Décision d'émission du conseil d'administrat	Date octroi	Cours de réf date d'attribution	En cours 1 janvier 2025	Créés	Exercés	Perdus / Caducs	En cours 30 juin 2025
SO 2024-1	20/12/2024	23/01/2025	2.30	-	12,898,116	-	-	12,898,116
SO 2024-2	20/12/2024	23/01/2025	2.30	-	301,000	-	-	301,000
TOTAL Stock options				-	13,199,116	-	-	13,199,116

Au 30 juin 2025, un total de 13 199 116 options de souscription d'actions étaient en cours.

La valeur unitaire estimée des options de souscription d'actions est de 1,10 € pour les plans SO 2024-1 et SO 2024-2. Les justes valeurs des options sont estimées à 14,2 millions d'euros pour le plan SO 2024-1 et à 0,3 million d'euros pour le plan SO 2024-2.

Pour le premier semestre 2025, la charge des paiements fondés sur les options de souscription d'actions s'est élevée à 4,5 millions d'euros.

4.9 Dettes financières

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Emprunts bancaires	47 695	45 197
Instruments dérivés	42 251	97 715
Autres emprunts et dettes assimilées ⁽¹⁾	5 410	4 477
Dettes de loyer	4 027	4 654
Passif au titre des certificats de royalties	33 415	29 207
Total dettes financières	132 798	181 250

(1) Intérêts courus non échus

Les mouvements sur la période se présentent ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	
31 décembre 2024	181 250
Souscription de la dette de loyers	739
Remboursement des emprunts bancaires	(1 791)
Remboursement de la dette de loyer	(1 317)
Intérêts sur les royalty certificates	4 208
Intérêts capitalisés ⁽¹⁾	5 219
Variations de juste-valeur ⁽²⁾⁽³⁾	102 640
Règlement des instruments dérivés ⁽³⁾	(158 104)
Variations de change	(49)
Souscription aux autres emprunts bancaire	3
30 juin 2025	132 798

<i>En milliers d'euros</i>	
1er janvier 2024	54 083
Souscription d'instruments dérivés court terme ⁽²⁾	11 809
Souscription aux emprunts bancaire ⁽¹⁾⁽²⁾	13 102
Souscription de la dette de loyers	345
Souscription de la dette de loyers	-
Remboursement des emprunts bancaires	(1 177)
Remboursement de la dette de loyer	(1 173)
Intérêts sur les royalty certificates	936
Intérêts capitalisés	3 961
Variations de juste-valeur ⁽²⁾	(8 506)
Variations de change	24
30-juin-24	73 404

(1) Montant net

(2) Ces mouvements concernent les transactions effectuées avec la Banque Européenne d'Investissement (« BEI »)

(3) Ces mouvements concernent le financement multi-tranches en fonds propres (Actions Nouvelles T2 et BSA T2)

L'analyse de maturité des dettes financières basée sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés est présentée dans la Note 6.3 – *Facteurs de risques financiers*.

Prêts garantis par l'Etat (« PGE ») et prêts participatifs relance ("PPR")

En mai 2020, la Société a conclu trois conventions de crédit en vertu desquelles elle a reçu 10,0 millions d'euros sous la forme de Prêts Garantis par l'Etat (« **PGE** »), qui sont fournis par un syndicat de banques françaises et garantis par l'Etat français dans le cadre de la pandémie de COVID-19 avec une échéance initiale en mai 2021. Ces prêts ont été prolongés jusqu'au troisième trimestre de 2022. Les avenants prévoient que les remboursements s'étalent sur quatre ans à compter de juillet 2022 pour le prêt souscrit auprès de Crédit Agricole et de septembre 2022 pour les prêts souscrits auprès de Bpifrance et Société Générale.

En juin 2022, la Société a souscrit trois contrats de prêts auprès d'un syndicat de banques françaises pour un montant total de 5,3 millions d'euros. L'un d'entre eux était mis en œuvre dans le cadre d'un PGE avec Bpifrance et les deux autres étaient des prêts participatifs relance (« **PPR** ») accordés par le Crédit Agricole Champagne-Bourgogne et la Société Générale.

Le PGE accordé par Bpifrance en 2022 est garanti à hauteur de 90 % par l'Etat français avec une échéance initiale de douze mois. En mai 2023, la Société a opté pour une extension de remboursement permettant d'aligner la maturité avec les PGE de 2020, soit jusqu'en mai 2026. Les deux PPR sont en grande partie garantis par l'Etat français et se caractérisent tous deux par une durée de financement de 8 ans avec un différé de remboursement de 4 ans.

Le remboursement des PGE s'élève à 1,8 million d'euros pour les six premiers mois de 2025.

Contrat de financement avec la Banque Européenne d'Investissement

Le 16 mai 2022, Inventiva a conclu le Contrat de Financement avec la Banque Européenne d'Investissement (« **BEI** ») pour un montant maximum de 50 millions d'euros composé de deux tranches de 25 millions d'euros chacune.

- Le 8 décembre 2022, la Société a reçu le décaissement de la première tranche (« **Tranche A** »). Les intérêts capitalisés pour la Tranche A sont de 8 % et le remboursement est prévu pour décembre 2026, quatre ans après son décaissement.
- Le 18 janvier 2024, la Société a reçu le décaissement de la deuxième tranche (« **Tranche B** »). Les intérêts capitalisés s'élèvent à 7% et dont l'échéance interviendra en janvier 2027, 3 ans après le décaissement.

Le Contrat de Financement peut, dans certaines circonstances, être remboursé par anticipation, en totalité ou en partie, moyennant des frais de remboursement anticipé, soit à la demande de la Société, soit à la suite d'une demande de la BEI après certains événements de remboursement anticipé, y compris un changement de contrôle ou un changement dans la direction générale de la Société.

Sous réserve de certaines conditions, lors de la survenance de cas de défaut usuels (notamment défaut de paiement, déclaration erronée ou incomplète, défaut croisé), la BEI peut exiger le remboursement immédiat par la Société de tout ou partie du prêt en cours et/ou annuler les tranches non décaissées. Au 30 juin 2025, aucune des conditions qui pourrait résulter en une demande de remboursement immédiat par la BEI n'a été remplie.

La Tranche A de 25 millions d'euros a été enregistrée comme une dette financière au coût amorti, ce qui prend en compte la juste valeur des instruments dérivés (BSA, ou *warrants*) au commencement et des coûts d'emprunt de 0,1 million d'euros. Le coût amorti du prêt est de 22,9 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 25,7 millions d'euros au 30 juin 2025, avec un taux d'intérêt effectif de 21,9%. La juste valeur du prêt au 30 juin 2025 est de 25,6 millions d'euros, avec un taux de marché de 21,8%.

La Tranche B de 25 millions d'euros a été enregistrée comme une dette financière au coût amorti, ce qui prend en compte la juste valeur des instruments dérivés (BSA, ou *warrants*) au commencement et des coûts d'emprunt de 0,1 million d'euros. Le coût amorti du prêt est de 17,2 millions d'euros au 31 décembre 2024, et de 20,0 millions d'euros au 30 juin 2025, avec un taux d'intérêt effectif de 32,7%. La juste valeur du prêt au 30 juin 2025 est de 19,9 millions d'euros, avec un taux de marché de 31,9%.

Les intérêts capitalisés sur la période s'élèvent à 5,3 millions d'euros pour les Tranche A et Tranche B.

Produits dérivés - Long terme

Les Bons de souscription d'actions (« BSA ») BEI

Dans le cadre du Contrat de Financement avec la BEI conclu le 1^{er} juillet 2022 (se référer à la section ci-dessus « *Contrat de financement avec la Banque Européenne d'Investissement* »), ce dernier prévoit que la Société émette des BSA réservés au profit de la BEI comme condition préalable au tirage des deux tranches du crédit. Le prix de souscription est de 0,01 € par bon. Chaque bon de souscription d'actions donne à la BEI le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société.

Le 28 novembre 2022, la Société a émis 2 266 023 bons de souscription d'actions Tranche A au profit de la BEI comme condition au financement de la première tranche (« **BSA BEI Tranche A** »). Le prix d'exercice des bons de souscription d'actions Tranche A est égal à 4,02 euros, si et quand ils pourront être exercés. Le produit brut de l'émission de souscription d'actions Tranche A s'élèverait à 9,1 millions d'euros. Les frais de transaction se sont élevés à 56 milliers d'euros.

Le 4 janvier 2024, la Société a émis 3 144 654 bons de souscription d'actions Tranche B au profit de la BEI comme condition au financement de la Tranche B (« **BSA BEI Tranche B** »). Le prix d'exercice des BSA BEI Tranche B est de 3,95 €, si et quand ils pourront être exercés. Le produit brut potentiel si tous les BSA tranche B étaient exercés s'élèverait à 12,4 millions d'euros. Les frais de transaction pour l'émission des BSA Tranche B se sont élevés à 89 milliers d'euros.

Les Bons de souscription d'actions (BSA) BEI ont une maturité de 12 ans et sont exerçables à la survenance du premier des événements suivants : (i) un changement de contrôle, (ii) la date de maturité de la Tranche A, (iii) un événement de défaut au titre du Contrat de Financement, ou (iv) une demande de remboursement par la BEI dans le cadre du Contrat de Financement. Les BSA BEI sont automatiquement considérés comme nuls et nonavenus s'ils ne sont pas exercés dans le délai de douze ans.

À la date de leur émission respective, chaque BSA BEI donnait droit à la BEI à la souscription d'une action ordinaire de la Société en échange du prix d'exercice (sous réserve des dispositions anti-dilutives). Toutefois :

- Le ratio d'exercice des bons de souscription EIB Tranche A a été ajusté à la suite des augmentations de capital réalisées les 5 septembre 2023 et 31 décembre 2023. Un bon de souscription EIB Tranche A donnait droit à son porteur de souscrire à 1,20 action ordinaire au prix d'exercice de 4,02 € par bon. Ce ratio d'exercice devrait être à nouveau ajusté à la suite de l'émission de nouvelles actions et de bons de souscription (T2 BSA et T3 BSA) intervenue le 7 mai 2025 dans le cadre de la Transaction T2. Le nouveau ratio d'exercice fait encore l'objet de discussions entre la Société et la BEI et sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration de la Société une fois un accord trouvé.
- Le ratio d'exercice des bons de souscription EIB Tranche B a été ajusté à la suite des augmentations de capital réalisées les 10 octobre 2024 et 19 décembre 2024. Au 31 décembre 2024, un bon de souscription EIB Tranche B donnait droit à son porteur de souscrire à 2,13 actions ordinaires au prix d'exercice de 3,95 € par bon. Ce ratio d'exercice devrait être à

nouveau ajusté à la suite de l'émission de nouvelles actions et de bons de souscription (T2 BSA et T3 BSA) intervenue le 7 mai 2025 dans le cadre de la Transaction T2. Le nouveau ratio d'exercice fait encore l'objet de discussions entre la Société et la BEI et sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration de la Société une fois un accord trouvé.

La BEI dispose d'une option de vente à sa valeur intrinsèque, lui permettant de demander à la Société de racheter les BSA BEI exerçables non encore exercés dans certaines circonstances.

Les BSA émis à la BEI dans le cadre du Contrat de financement ne répondent pas au critère "fixed for fixed" (option de règlement non monétaire pouvant entraîner l'échange d'un nombre variable d'actions contre un prix variable) et sont comptabilisés comme instruments dérivés autonomes. Les options de vente de la Société répondent à la définition d'un instrument dérivé et sont évaluées conjointement avec les BSA BEI.

Le contrat de BSA inclut une option de vente : la BEI peut demander à la Société de racheter les BSA BEI en numéraire. Dans ce contexte, le prix d'achat est défini comme la différence entre la moyenne pondérée par les volumes du cours de bourse des actions ordinaires sur les 90 derniers jours de cotation et le prix d'exercice. Le montant est plafonné, et la BEI peut exercer les BSA BEI pour lesquels elle n'a pas exercé l'option de vente.

À l'origine, les dettes financières sont réparties entre : (i) une composante dette comptabilisée au coût amorti, et (ii) une prime correspondant à la juste valeur initiale des BSA BEI attachés (ensuite réévaluée à la juste valeur par le résultat), incluant une composante liée aux options de vente.

Approche d'évaluation

La juste valeur des BSA a été estimée sur la base d'une approche Longstaff Schwartz, incluant l'option de vente et le plafond attaché.

Cette approche permet d'estimer la valeur des options américaines (qui peuvent être exercées pendant une période spécifique) avec des modalités d'exercice complexes (le détenteur de bons de souscription peut les exercer sur le marché sur la base du prix de l'action de la Société ou exercer l'option de vente sur la base du prix moyen de l'action de la Société sur 90 jours).

Le modèle d'évaluation des options Longstaff Schwartz repose également sur des hypothèses concernant des variables complexes et subjectives, telles que la valeur des actions de la Société, la volatilité anticipée du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument, le comportement présent et futur des détenteurs de ces instruments, ainsi que le nombre d'actions par bon de souscription. L'approche de Longstaff Schwartz est également basée sur la valeur de l'instrument de capitaux propres sous-jacent à la date d'évaluation, la volatilité observée sur le cours historique de l'action de la Société et la durée de vie contractuelle des instruments de capitaux propres associés, et le nombre moyen d'actions par BSA parmi les valeurs potentielles.

Les hypothèses et les résultats sont détaillés dans les tableaux suivants :

	BSA 2022	BSA 2024
Date d'attribution	28/11/2022	04/01/2024
Date d'expiration	28/11/2034	04/01/2036
Nombre de BSA émis	2 266 023	3 144 654
Prix de la prime de souscription par action (€)	0,01	0,01
Prix d'exercice par action (€)	4,02	3,95
Méthode de valorisation	Longstaff Schwartz	Longstaff Schwartz

Warrant A	Au 28 novembre 2022 (date d'octroi)	Au 31 décembre 2024	Au 30 juin 2025
Nombre de BSA en circulation	2 266 023	2 266 023	2 266 023
Nombre d'actions par BSA	1,00	2,70	3,72
Cours de l'action (€)	4,13	2,18	2,62
Maturité (années)	12	9,9	9,4
Volatilité	68%	58,3%	55,3%
Plafond de l'option de vente (k€)	25,0	25,0	25,0
Taux sans risque	Euribor 6M	Euribor 6M	Euribor 6M
Dividendes attendus	—	—	—
Juste valeur (k€)	9 469	11 987	20 899
Juste valeur unitaire	4,18	5,29	9,22

Warrant B	Au 4 janvier 2024 (date d'octroi)	Au 31 décembre 2024	Au 30 juin 2025
Nombre de BSA en circulation	3 144 654	3 144 654	3 144 654
Nombre d'actions par BSA	1,00	2,13	2,94
Cours de l'action (€)	4,12	2,18	2,62
Maturité (années)	12	11,0	10,5
Volatilité	62%	58,3%	55,3%
Plafond de l'option de vente (k€)	25,0	25,0	25,0
Taux sans risque	Euribor 6M	Euribor 6M	Euribor 6M
Dividendes attendus	—	—	—
Juste valeur (k€)	11 809	12 328	21 352
Juste valeur unitaire	3,76	3,92	6,79

Une variation de 1 % de la volatilité aurait un impact de 0,3 million d'euros sur la juste valeur de l'ensemble des bons de souscription émis à la BEI, et par conséquent sur le résultat net pour le même montant.

Une variation de 15 % du nombre d'actions par BSA BEI Tranche A aurait un impact de 3,5 millions d'euros sur la juste valeur de l'ensemble des bons de souscription BEI, et donc sur le résultat net pour le même montant. Une variation de 15 % du nombre d'actions par BSA BEI Tranche B aurait également un impact de 3,4 millions d'euros sur la juste valeur de l'ensemble des bons de souscription BEI, et par conséquent sur le résultat net pour le même montant.

Produits dérivés - Court terme

Actions Nouvelles T2 – T2 BSAs

Le 14 octobre 2024, la Société a annoncé avoir contracté un Financement Structuré, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, afin de financer la poursuite de l'essai de phase III NATiV3 dans la MASH ainsi que la préparation du dépôt potentiel de demande d'autorisation de mise sur le marché et de la commercialisation de lanifibranor.

Au 31 décembre 2024, la première tranche du financement structuré avait été émise en deux phases :

- L'émission de 34 600 507 actions ordinaires nouvelles (les « Actions Nouvelles T1 ») au prix de souscription de 1,35 € par action, ainsi que l'émission de 35 399 481 bons de souscription préfinancés permettant de souscrire jusqu'à 35 399 481 actions ordinaires au prix d'exercice de 0,01 € par action ordinaire nouvelle (les « BSA T1 »), avec un prix de souscription de 1,34 € par BSA T1, pour un produit brut total de 94,1 millions d'euros (produit net : 86,6 millions d'euros). Le règlement-livraison des Actions Nouvelles T1 et des BSA T1 a eu lieu le 17 octobre 2024 ;
- L'émission de 7 872 064 actions ordinaires nouvelles (les « Actions T1 bis ») au prix de souscription de 1,35 € par action, ainsi que l'émission de 8 053 847 bons de souscription préfinancés permettant de souscrire jusqu'à 8 053 847 actions ordinaires au prix d'exercice de 0,01 € par action ordinaire nouvelle (les « BSA T1 bis »), avec un prix de souscription de 1,34 € par BSA T1 bis, pour un produit brut total de 21,4 millions d'euros (produit net : environ 20,1 millions d'euros). Cette émission était soumise à l'adoption des résolutions nécessaires par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 11 décembre 2024 (l'« Assemblée Générale »). Le règlement-livraison des Actions T1 bis et des BSA T1 bis a eu lieu le 19 décembre 2024.

Au 30 juin 2025, 1 000 000 BSA T1 ont été exercés, entraînant l'émission de 1 000 000 actions ordinaires nouvelles (voir Note 4.8 – *Capitaux propres*). Les autres ABSAs ou PFW-BSAs n'ont pas encore été émis.

Sous réserve de la réalisation des Conditions Préalables T2, les investisseurs ayant souscrit à la première tranche du financement structuré étaient tenus de souscrire aux ABSAs et/ou aux PFW-BSAs dans le cadre de la Transaction T2. Si un investisseur ne souscrivait pas à son ABSA, la Société pouvait proposer son allocation d'ABSA à d'autres investisseurs du financement structuré, qui pouvaient alors choisir d'augmenter leur investissement.

A la suite de la satisfaction des Conditions Préalables T2, la Société a conclu des contrats de souscription avec chacun des investisseurs participant au financement structuré pour l'émission de la Transaction T2 en date du 2 mai 2025. La Transaction T2 a été clôturée le 7 mai 2025, avec le règlement-livraison des ABSAs et des PFW-BSAs, et a généré un produit brut total de 115,6 millions d'euros (produit net : 108,0 millions d'euros) pour la Société. La Société pourrait recevoir jusqu'à 116,0 millions d'euros en cas d'exercice des BSA T3 attachés aux ABSAs et PFW-BSAs, sous réserve de la survenance de l'Événement Déclencheur T3 et de la décision des investisseurs d'exercer leurs BSA T3, en tout ou en partie (voir Note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025*).

D'un point de vue comptable, conformément à IFRS 9, l'engagement de souscription aux ABSAs et aux PFW-BSAs (les Actions Nouvelles T2 et les BSA T2) doit être considéré comme des instruments

financiers dérivés (options d'achat). La juste valeur de ces options d'achat relatives aux Actions Nouvelles T2 et aux BSA T2 a généré un impact sur le résultat net de 84,7 millions d'euros au 30 juin 2025, représentant la différence entre la juste valeur à la date de transaction du 7 mai 2025 (158,1 millions d'euros) et la valeur potentielle d'exercice à un prix inférieur au cours de marché au 31 décembre 2024 (73,4 millions d'euros) (voir la Note 5.4 – Charges et produits financiers).

La juste valeur des options d'achat relatives aux Actions Nouvelles T2 et aux BSA T2 à la date de transaction (158,1 millions d'euros) est comptabilisée en capitaux propres. L'émission des Actions Nouvelles T2 de la Transaction T2 est décrite dans la Note 4.8 – *Capitaux propres*.

Le produit brut de l'émission des BSA T2 dans le cadre de la Transaction T2, comprenant l'émission de 43 437 036 BSA T2 au prix d'exercice préfinancé de 1,34 € par BSA T2, s'est élevé à 58,2 millions d'euros. À la date de transaction, compte tenu d'un cours de l'action de 3,19 € et d'une valeur nominale par action de 0,01 €, la juste valeur des 43 437 036 BSA T2 s'établissait à 138,1 millions d'euros, comptabilisée en réserves.

Conformément aux 33e et 49e résolutions de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 11 décembre 2024, l'augmentation de capital sous forme d'ABSAs et de PFW-BSAs est limitée respectivement à :

- L'émission d'un nombre d'Actions Nouvelles T2 correspondant à 57 359 992 €, divisé par le prix de souscription (« **P2** »), défini comme le plus bas entre : (i) 1,35 €, et (ii) la moyenne pondérée des cours des actions ordinaires sur Euronext Paris durant les cinq séances de bourse précédant la fixation du prix des ABSAs (« **5D-VWAP** »).
- L'émission d'un nombre de BSA T2 correspondant à 58 639 998,60 €, divisé par P2, défini comme le plus bas entre 1,35 € et le 5D-VWAP avant la date d'émission, avec un prix de souscription égal à P2 moins 0,01 €.

À la date d'émission, le 5D-VWAP était supérieur à 1,35 €, et les Actions Nouvelles T2 ont été souscrites à un prix inférieur au cours de marché. Les Actions Nouvelles T2 avaient une valeur supérieure au produit de l'émission, car elles intégraient une valeur d'option d'achat avec un prix d'exercice de 1,35 €. Si le 5D-VWAP avait été inférieur à 1,35 €, les Actions Nouvelles T2 auraient été souscrites au prix de marché à la date d'émission ; par conséquent, la juste valeur de l'instrument aurait été alignée sur le produit de l'émission (sans valeur d'option d'achat). Sur cette base, les Actions Nouvelles T2 peuvent être assimilées à des options d'achat européennes présentant les caractéristiques suivantes :

- Date d'exercice correspondant à la date d'émission : entre le 31 mars 2025 et le 31 mai 2025
- Prix d'exercice : 1,35 €
- Ratio de conversion : 1 pour 1

Le 2 mai 2025, la Société a conclu des contrats de souscription avec chacun des investisseurs participant au financement structuré pour l'émission de la Transaction T2 (émission réalisée le 7 mai 2025 – voir Note 1.2 – *Faits marquants du premier semestre 2025*), qui comprend :

- Une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, réservée à des personnes dénommées, consistant en l'émission de :
 - 42 488 883 Actions Nouvelles T2 d'une valeur nominale de 0,01 €, chacune assortie d'un BSA T3, au prix de souscription de 1,35 € par ABSA ;
 - Jusqu'à 38 239 990 actions nouvelles au prix de 1,50 € par action, en cas d'exercice de l'ensemble des BSA T3 attachés aux Actions Nouvelles T2.

- L'émission de 43 437 036 BSA T2 permettant de souscrire initialement à une action ordinaire de la Société, réservée à des investisseurs désignés (« à personne dénommée »), chacun assorti d'un BSA T3 (ensemble appelés les « PFW-BSAs »), au prix de souscription de 1,34 € par PFW-BSA. Le PFW-BSA permet l'émission de :
 - Jusqu'à 43 437 036 actions nouvelles, au prix de 1,35 € par action (dont 1,34 € ont été préfinancés à la date d'émission), en cas d'exercice de l'ensemble des BSA T2 ;
 - Jusqu'à 39 093 329 actions nouvelles, au prix de 1,50 € par action, en cas d'exercice de l'ensemble des BSA T3 attachés aux BSA T2.

Approche d'évaluation

La juste valeur des Actions Nouvelles T2 et des BSA T2, a été estimée selon une approche de type Black & Scholes. Cette méthode permet d'estimer la valeur d'options européennes pouvant être exercées à l'échéance. Les caractéristiques économiques et contractuelles des deux instruments ont été analysées comme étant similaires à celles d'une option d'achat.

L'approche de Black & Scholes repose également sur la valeur de l'instrument de capitaux propres sous-jacent à la date d'évaluation, sur la volatilité observée du cours historique de l'action de la Société, ainsi que sur la durée de vie contractuelle des instruments de capitaux propres associés.

Les hypothèses et les résultats sont détaillés dans les tableaux suivants :

Au 7 mai 2025			
	T2 Nouvelles actions	T2 BSAs	Montant global
Nombre d'instruments (en millions d'unités)	42,5	43,4	-
Nombre d'actions par instrument	1,0	1,0	-
Cours de l'action (€)	3,19	3,19	-
Taux sans risque	Euribor 1M	Euribor 1M	-
Juste valeur (en millions d'euros)	135,5	138,1	273,7
Juste valeur unitaire	3,19	3,18	-
Prix de souscription par instrument (€)	1,35	1,34	-
Produit brut (en millions d'euros)	57,4	58,2	115,6
Dénouement des dérivés (en millions d'euros)	78,2	79,9	158,1

Au 31 décembre 2024

	T2 Nouvelles actions	T2 BSAs
Nombre d'instruments (en millions d'unités)	42,5	43,4
Nombre d'actions par instrument	1,00	1,00
Cours de l'action (€)	2,18	2,18
Échéance (mois)	3,0	3,0
Volatilité	58,3%	58,3%
Taux sans risque	Euribor 3M	Euribor 3M
Dividendes attendus	—	—
Juste valeur (en milliers d'euros)	36 100	37 300
Juste valeur unitaire	0,85	0,86

Au 11 décembre 2024 (date d'émission)

	T2 Nouvelles actions	T2 BSAs
Nombre d'instruments (en millions d'unités)	42,5	43,4
Nombre d'actions par instrument	1,00	1,00
Cours de l'action (€)	2,37	2,37
Échéance (mois)	3,5	3,5
Volatilité	59,3%	59,3%
Taux sans risque	Euribor 3M	Euribor 3M
Dividendes attendus	—	—
Juste valeur (en milliers d'euros)	44 000	45 400
Juste valeur unitaire	1,04	1,05

Dettes de loyer

Au 30 juin 2025, les dettes de loyer s'élèvent à 4,0 millions d'euros et ont diminué de 0,6 million d'euros par rapport au 31 décembre 2024 en raison de nouvelles dettes de 0,7 million d'euros liées à la location de nouveaux Fibroscans, et de remboursements de 1,3 million d'euros au cours des six premiers mois de 2025. Les dettes de loyer sont comptabilisées à chaque nouvelle location de Fibroscan, pour une durée de trois ou quatre ans selon les besoins d'utilisation. Ils sont calculés en utilisant des taux d'actualisation spécifiques, en fonction de la zone géographique, de la maturité de la dette et de la date de début du contrat, conformément à la méthode décrite dans la Note 3.2 *Contrats de location des états financiers consolidés intermédiaires au 31 décembre 2024*. Les taux appliqués aux contrats en cours au 30 juin 2025 varient entre 1,89 % et 5,18 %.

Passif au titre des Certificats de Royalties

Le 31 août 2023, la Société a annoncé une émission des Certificats de Royalties ("2023 Royalty Certificates") pour un montant de 5,1 millions d'euros.

Les Certificats de Royalties 2023 sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur (5,1 millions d'euros au 31 août 2023), puis au coût amorti (9,2 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 8,1 millions d'euros au 31 décembre 2024) avec un taux d'intérêt effectif de 31,9%.

Le 18 juillet 2024, la Société a annoncé l'émission des Certificats de Royalties ("2024 Royalty Certificates") pour un montant brut total de 20,1 millions d'euros.

Les Certificats de Royalties 2024 sont comptabilisés à leur juste valeur à l'origine (nets des frais d'émission de 0,5 million d'euros, soit 19,7 millions d'euros au 18 juillet 2024), puis au coût amorti (24,2 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 21,2 millions d'euros au 31 décembre 2024), avec un taux d'intérêt effectif de 30,5 %.

Juste valeur au 30 juin 2025

Au 30 juin 2025, la juste valeur des Certificats de Royalties 2023, calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés, s'élève à 26,9 millions d'euros contre 16,6 millions d'euros au 31 décembre 2024. La juste valeur des Certificats de Royalties 2024, également calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés, s'élève à 84,8 millions d'euros contre 46,7 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La juste valeur correspond à la valeur actuelle nette des redevances, laquelle dépend des hypothèses formulées par la Société concernant la probabilité de succès de ses études, les ventes de lanifibranor sur les marchés, et le taux d'actualisation de 14,0 %. Ce taux d'actualisation a été estimé sur la base d'une réconciliation entre le plan d'affaires de la Société et sa capitalisation boursière au 30 juin 2025.

4.10 Provisions

<i>en milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30 juin 2025
Provisions - part court terme	-	3 051	-	-	3 051
Total Provisions	-	3 051	-	-	3 051

En février 2025, la Société a annoncé le Projet de réorganisation stratégique afin de se concentrer exclusivement sur le développement de lanifibranor (voir Note 1.2 - *Faits marquants du premier semestre 2025*). Dans le cadre de ce projet, la Société a comptabilisé des provisions de restructuration et des charges liées à la restructuration pour un montant de 3,1 millions d'euros au 30 juin 2025, via la rubrique Autres produits et charges opérationnels (voir Note 5.3 *Autres produits et charges opérationnels*). Ces provisions concernent principalement des indemnités de départ et autres coûts liés aux employés, ainsi que des honoraires de conseil associés aux activités de restructuration de la Société.

La Société estime que les sorties de trésorerie associées aux coûts de restructuration interviendront sur une période inférieure à un an.

4.11 Provisions pour retraites

L'engagement lié aux indemnités de fin de carrière est déterminé sur la base des droits décrits dans la convention collective de l'industrie pharmaceutique française (IDCC 176 / Brochure 3104) et en conformité avec les dispositions de la norme IAS 19 - Avantages du personnel. Ces droits sont exprimés en fonction de l'ancienneté du salarié dans la Société à la date de départ en retraite et de son salaire de fin de carrière

Provision nette de la période

Le tableau suivant donne le montant de la provision au titre des régimes à prestations définies à la fin de chaque période :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Dette actuarielle au titre des engagements de retraite	891	1 762
Total provisions pour retraites	891	1 762

En l'absence d'actifs de couverture au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, le montant de la provision correspond au montant de l'engagement estimé à ces dates.

Variation de la provision nette

La variation de la provision au titre des régimes à prestations définies s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Provision à l'ouverture de la période	(1 762)	(1 559)
Charge totale de la période	778	(70)
Gains et pertes actuariels reconnus en autres éléments du résultat global	93	74
Provision à la clôture de la période	(891)	(1 555)

Détail de la charge comptabilisée

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Coût des services rendus de l'exercice	(106)	(104)
Charge d'intérêts de l'exercice	(30)	(25)
Coûts des services passés	747	-
Prestations de la période	167	59
Total	778	(70)

Les coûts des services passés sur l'exercice incluent un impact non récurrent positif de 0,7 million d'euros, résultant de la réduction des obligations liées aux prestations de retraite, dans le cadre du Projet de réorganisation stratégique.

4.12 Autres passifs courants et non-courants

Autres passifs non-courants

Au 30 juin 2025, les autres passifs non courants s'élèvent à 1,1 million d'euros (contre 1,0 million d'euros au 31 décembre 2024). Il s'agit principalement d'un acompte reçu de CTTQ relatif à la refacturation des coûts des essais mondiaux NATiv3 de Phase III.

Autres passifs courants

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Personnel	1 684	2 604
Organismes sociaux	3 282	1 741
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	5 017	3 798
Autres dettes fiscales sociales	576	126
Autres dettes divers	4 611	331
Autres passifs courants	15 170	8 600

Aucune actualisation n'a été effectuée sur les autres passifs courants, leur échéance étant inférieure à un an à compter de la fin de la période.

Les charges à payer liées aux salaires et autres taxes sur les employés concernent principalement les dettes envers les organismes de sécurité sociale et de prestations aux salariés tels que l'URSSAF, KLESIA et APGIS, pour les six premiers mois de 2025.

Les autres taxes à payer et charges liées aux employés concernent des provisions pour taxes sur les salaires, telles que les contributions à la formation professionnelle, la taxe d'apprentissage, la contribution de l'employeur à l'investissement dans la construction en France et la taxe sur les salaires.

Au 30 juin 2025, les autres dettes diverses comprennent principalement trois avoirs à émettre par la Société en faveur de CTTQ, suite à la réalisation de la condition suspensive lors de la clôture de la Transaction T2, pour un montant total de 5 millions de dollars, équivalents à 4,3 millions d'euros au 30 juin 2025 (la première Note de crédit A a été émise en juillet 2025 d'un montant de 2 millions de dollars, la seconde note de crédit B est à émettre le 1^{er} janvier 2026 d'un montant de 1,5 million de dollars, la troisième note de crédit C à émettre le 1^{er} juin 2026 d'un montant de 1,5 million de dollars) (voir Note 1.2 - *Faits marquants du premier semestre 2025*).

4.13 Dettes fournisseurs et passifs sur contrats – part court terme

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 703	32 862
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	34 703	32 863

Aucune actualisation n'a été pratiquée sur les dettes fournisseurs dans la mesure où leur échéance est inférieure à un an à la fin de la période.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les échéances des dettes fournisseurs et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
A 30 jours	31 477	30 938
De 30 à 60 jours	3 226	1 925
> à 60 jours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 703	32 862

Au 30 juin 2025, les dettes fournisseurs sont composées de charges à payer pour un montant de 18,9 millions d'euros, dont 17,1 millions d'euros liés à des projets scientifiques.

Au 30 juin 2025, les dettes fournisseurs ont augmenté de 1,8 million d'euros par rapport au 31 décembre 2024. La variation des dettes fournisseurs est principalement liée à l'augmentation des dépenses de recherche et développement dans le cadre de l'essai de Phase III NATiV3 évaluant le lanifibranor dans le MASH.

4.14 Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant indique les valeurs comptables au bilan des actifs et passifs financiers par catégorie comptable définie selon la norme IFRS 9 :

en milliers d'euros

	30 juin 2025				
	Valeur comptable au bilan	Actifs/passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers au coût amorti	Passifs au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers					
Produits à recevoir courants ⁽¹⁾	4 456	-	4 456	-	4 456
Comptes à terme courants ⁽¹⁾	24 578	-	24 578	-	24 578
Clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	10 764	-	10 764	-	10 764
Autres créances diverses ⁽¹⁾	541	-	541	-	541
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽²⁾	122 076	-	122 076	-	122 076
Total	162 415	-	162 415	-	162 415
Passifs financiers					
Dettes financières à long terme ⁽³⁾⁽⁴⁾	51 599	-	-	51 599	51 438
Instruments dérivés ⁽⁵⁾	42 251	42 251	-	-	42 251
Passif au titre des certificats de royalties ⁽³⁾	33 415	-	-	33 415	111 686
Dettes financières à court terme ⁽¹⁾	5 533	-	-	5 533	5 533
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽¹⁾	34 703	-	-	34 703	34 703
Autres dettes divers ⁽¹⁾	4 611	-	-	4 611	4 611
Total	172 112	42 251	-	129 861	250 222

- (1) La valeur comptable des actifs et passifs financiers à court terme au coût amorti est considérée comme une estimation raisonnable de la juste valeur, conformément à IFRS 7.29.
- (2) La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est basée sur une valorisation de niveau 1 et correspond à la juste valeur des actifs.
- (3) La juste valeur des certificats de royalties et de la dette financière de la BEI, comptabilisée au coût amorti, est déterminée à l'aide d'une évaluation de niveau 3 fondée sur des données non observables, comme décrit dans la note 4.9 – Dettes financières.
- (4) La classification des autres emprunts bancaires dans la hiérarchie de juste valeur IFRS 13 correspond à une valorisation de niveau 2.
- (5) La juste valeur des instruments dérivés est déterminée à l'aide d'une évaluation de niveau 3 fondée sur des données non observables, comme décrit dans la note 4.9 – Dettes financières.

en milliers d'euros

31 décembre 2024					
	Valeur comptable au bilan	Actifs/passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers au coût amorti	Passifs au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers					
Avances fournisseurs - non courant	1 047	-	1 047	-	1 047
Produits à recevoir courants	1 574	-	1 574	-	1 574
Comptes à terme courants	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	531	-	531	-	531
Autres créances diverses	405	-	405	-	405
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96 564	-	96 564	-	96 564
Total	100 120	-	100 120	-	100 120
Passifs financiers					
Dette financière à long terme ⁽¹⁾	48 460	-	-	48 460	48 202
Instruments dérivés	97 715	97 715	-	-	97 715
Passif au titre des certificats de royalties	29 207	-	-	29 207	63 293
Dettes financières à court terme	5 868	-	-	5 868	5 868
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 862	-	-	32 862	32 862
Autres dettes divers	331	-	-	331	331
Total	214 444	97 715	-	116 729	248 272

(1) Voir la Note 4.9 Dette financière détaillant le coût amorti et la juste valeur du Contrat de Financement avec la BEI

La juste valeur des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti n'est pas fournie lorsque la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

5. Notes relatives au compte de résultat

5.1 Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

<i>en milliers d'euros</i>	Six mois clos au	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Chiffre d'affaires	4 454	41
Produit des activités ordinaires	4 454	41
Crédits d'impôt	1 125	2 630
Subventions	-	5
Autres	32	58
Autres produits opérationnels	1 156	2 693
Total produits	5 610	2 734

Chiffre d'affaires

Pour la période close au 30 juin 2025, un montant de 4,4 millions d'euros a été comptabilisé au titre du contrat de licence CTTQ (voir Principes comptables et Contrat de licence CTTQ ainsi que son avenant décrit dans les Notes 3.12 et 19.1 – *Chiffre d'affaires des Etats financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024*).

La Société a facturé à CTTQ un montant de 10,5 millions de dollars le 9 mai 2025 (la facture totale correspond au paiement d'étape de 10,0 millions de dollars suite au succès de la Transaction T2, ainsi qu'à une facturation complémentaire de 0,5 million de dollars). Le 7 juillet 2025, la Société a reçu 9,5 millions de dollars après déduction de l'avance de 1,1 million de dollars¹. Au 30 juin 2025, le prix de transaction inclut également trois avoirs à émettre par Inventiva en faveur de CTTQ, suite à la réalisation de la condition suspensive liée à la réception de la deuxième tranche du Financement Structuré, pour un montant total de 5 millions de dollars², tel que décrit dans la Note 4.12 - *Autres passifs courants et non courants* (voir Note 1.2 - *Faits marquants du premier semestre 2025*).

Autres produits opérationnels

Le CIR généré au cours des six premiers mois de l'exercice 2025 s'élève à 1,1 million d'euros.

¹ La Société a facturé 9,4 millions d'euros le 9 mai 2025 (correspondant au paiement d'étape de 8,9 millions d'euros, et à une facturation additionnelle de 0,5 million d'euros) et a reçu, le 7 juillet 2025, 8,1 millions d'euros après déduction de la retenue à la source de 0,9 million d'euros. Le taux de change à la date de facture était de 1,125 dollar pour un euro. Le taux de change à la date de clôture était de 1,172 dollar pour un euro.

² Le montant total des trois notes de crédit était de 4,4 millions d'euros au 9 mai 2025 et 4,3 millions d'euros au 30 juin 2025.

5.2 Charges opérationnelles

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

30 juin 2025

	Frais de recherche et développement	Marketing - Business development	Frais généraux et administratifs	Total
<i>en milliers d'euros</i>				
Etudes	(34 487)	-	-	(34 487)
Charges de personnel	(6 811)	(73)	(8 300)	(15 184)
Honoraires	(141)	-	(3 247)	(3 387)
Amortissements et provisions	(1 580)	-	(124)	(1 704)
Assurances	-	-	(792)	(792)
IT	(414)	(10)	(55)	(479)
Energie	(402)	-	-	(402)
Brevets	(343)	-	-	(343)
Charges support (dont taxes)	-	-	(330)	(330)
Maintenance	(177)	-	-	(177)
Consommables	(210)	-	-	(210)
Autres charges opérationnelles	(327)	(663)	(1 866)	(2 855)
Total charges opérationnelles	(44 890)	(746)	(14 713)	(60 349)

30 juin 2024

	Frais de recherche et développement	Marketing - Business development	Frais généraux et administratifs	Total
<i>en milliers d'euros</i>				
Etudes	(34 073)	-	-	(34 073)
Charges de personnel	(7 637)	(153)	(2 600)	(10 391)
Honoraires	(118)	(2)	(2 675)	(2 795)
Amortissements et provisions	(1 732)	-	(122)	(1 854)
Assurances	-	-	(921)	(921)
IT	(405)	(6)	(33)	(444)
Energie	(447)	-	-	(447)
Brevets	(643)	-	-	(643)
Charges support (dont taxes)	-	-	(375)	(375)
Maintenance	(526)	-	-	(526)
Consommables	(887)	-	-	(887)
Autres charges opérationnelles	(352)	(437)	(975)	(1 764)
Total charges opérationnelles	(46 822)	(598)	(7 701)	(55 122)

Charges de personnel et effectifs

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025

30/06/2025

<i>en milliers d'euros</i>	Frais de recherche et développement	Marketing - Business development	Frais généraux et administratifs	Total
Traitements, salaires et autres charges assimilées	(4 139)	(65)	(1 716)	(5 920)
Charges sociales	(1 675)	(8)	(1 549)	(3 232)
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	255	-	435	690
Paieement fondé sur des actions	(1 251)	-	(5 470)	(6 721)
Total charges de personnel	(6 811)	(73)	(8 300)	(15 184)

La Société emploie 84 personnes au 30 juin 2025, dont 75 personnes employées au sein d'Inventiva S.A. et 9 personnes au sein d'Inventiva Inc. Dans le cadre du Projet de réorganisation stratégique, 6,5 millions d'euros ont été versés ou provisionnés (voir note 5.3 – *Autres produits (charges) opérationnels*) principalement relatifs aux indemnités de départs et des charges significatives liées aux paiements fondés sur des actions ont été générées au cours du premier semestre 2025.

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2024

30/06/2024

<i>en milliers euros</i>	Frais de recherche et développement	Marketing - Business development	Frais généraux et administratifs	Total
Traitements, salaires et autres charges assimilées	(4 824)	(120)	(1 237)	(6 181)
Charges sociales	(1 312)	(10)	(563)	(1 886)
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	(51)	-	(35)	(86)
Paieement fondé sur des actions	(1 450)	(24)	(765)	(2 238)
Total charges de personnel	(7 637)	(153)	(2 600)	(10 391)

La Société emploie 123 personnes au 30 juin 2024, dont 112 personnes employées au sein d'Inventiva S.A. et 11 personnes au sein d'Inventiva Inc.

5.3 Autres produits (charges) opérationnels

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

Les autres produits (charges) opérationnels se répartissent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Six mois clos au	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Reprise de provisions et dépréciations sur stocks	381	-
Produit - cessions d'immobilisations	-	160
Total autres produits opérationnels	381	160
Cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles	-	(8)
Charges de restructuration	(4 190)	-
Dotations aux provisions et dépréciations - Restructuration	(3 106)	-
Charge réorganisation plan AGA	(1 288)	-
Coûts de transaction	-	(14)
Total autres charges opérationnelles	(8 583)	(22)
Autres produits (charges) opérationnels	(8 202)	138

En février 2025, la Société a annoncé le Projet de réorganisation stratégique afin de se concentrer exclusivement sur le développement de lanifibranor (voir Note 1.2 - *Faits marquants du premier semestre 2025*).

Les charges de restructuration de 4,2 millions d'euros pour les six mois clos le 30 juin 2025 comprennent principalement des indemnités de départ et autres coûts liés aux employés, ainsi que des honoraires de conseil associés aux activités de restructuration de la Société. 3,1 millions d'euros ont été comptabilisé en provisions à court terme (voir Note 4.10 – *Provisions*), et des charges sans incidence sur la trésorerie liées à l'accélération de l'acquisition des actions gratuites pour un montant de 1,3 million d'euros (voir Note 4.8 – *Capitaux propres*).

5.4 Charges et produits financiers

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

<i>en milliers d'euros</i>	Six mois clos au	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Revenus des équivalents de trésorerie	1 246	430
Gains de change	1 181	157
Autres produits financiers	-	8 506
Total produits financiers	2 427	9 093
Charge d'intérêts financiers	(9 716)	(5 218)
Pertes de change	(3 266)	(323)
Pertes de variation de juste valeur	(102 640)	-
Charge financière sur juste valeur	-	-
Autres charges financières	(30)	(46)
Total charges financières	(115 651)	(5 586)
Résultat financier	(113 224)	3 507

Le résultat financier net pour les six premiers mois de 2025 est une perte de 113,2 millions d'euros, contre un bénéfice de 3,5 millions d'euros sur la même période en 2024. Cette baisse est principalement attribuable à des pertes significatives de juste valeur sur les instruments financiers. Pour les six premiers mois de 2025, les charges financières comprennent principalement :

- Des charges d'intérêts, dont :
 - 5,3 millions d'euros correspondant aux intérêts liés au Contrat de Financement avec la BEI (2,5 millions d'euros pour la Tranche A et 2,8 millions d'euros pour la Tranche B) ;
 - 4,2 millions d'euros correspondant aux intérêts liés aux passifs au titre des certificats de royalties (1,2 million d'euros pour les Certificats de Royalties 2023 et 3,0 millions d'euros pour les Certificats de Royalties 2024) ;
 - 0,1 million d'euros d'intérêts sur les prêts PGE, les prêts PPR et les découverts bancaires ;
 - 0,1 million d'euros correspondant aux intérêts sur les passifs locatifs (voir Note 4.9 – *Dettes financières – Dettes de loyers*).
- 8,9 millions d'euros de variation de juste valeur des BSA BEI Tranche A, 9,0 millions d'euros de variation de juste valeur des BSA BEI Tranche B (voir Note 4.9 – *Dettes financières – Produits dérivés - long terme*), et 84,7 millions d'euros de variation de juste valeur des instruments dérivés liés au Financement Structuré (voir Note 4.9 – *Dettes financières – Produits dérivés - Court terme*) ; et

- 3,3 millions d'euros de pertes de change.

Pour les six premiers mois de 2025 clos le 30 juin 2025, les produits financiers comprennent principalement :

- 1,2 million d'euros de produits d'intérêts liés aux comptes de dépôt ;
- 1,2 million d'euros de gains de change.

5.5 Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

Les tableaux ci-dessous présentent un résumé du compte de résultat d'Hepalys. Les informations fournies reflètent les montants présentés dans les états financiers d'Hepalys et non la part de la Société dans ces montants. Ils ont été modifiés pour refléter les ajustements effectués par la Société lorsqu'elle utilise la méthode de la mise en équivalence, en l'occurrence les ajustements de juste valeur. Les tableaux ci-dessous présentent également la réconciliation entre le résultat d'Hepalys et la quote-part du résultat net comptabilisée dans le compte de résultat de la Société.

(en milliers d'euros)	Six mois clos au	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Frais de recherche et développement	0	(51)
Frais généraux et administratifs	(2 155)	(1 475)
Perte nette d'exploitation	(2 155)	(1 526)
Produits financiers	2	20
Charges financières	(5)	(3)
Produits financiers nets	(3)	17
Impôts sur le résultat	-	-
Perte nette de la période	(2 158)	(1 509)
Écart de change sur conversion des activités à l'étranger	(573)	(1 964)
Éléments reclassés ultérieurement en résultat	(573)	(1 964)
Perte globale totale	(2 732)	(3 473)
Part du Groupe en %	15%	15%
Quote-part de la perte nette	(334)	(235)
Élimination des ventes en aval	113	66
Quote-part de la perte nette - Méthode de la mise en équivalence	(220)	(168)

Au 30 juin 2025, Hepalys n'a généré aucun revenu.

5.6 Charge d'impôt

Le calcul de l'impôt sur le résultat pour les périodes intermédiaires est présenté dans la Note 3.3 – *Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires*.

Étant donné que l'imputation des avantages fiscaux sur les pertes fiscales d'Inventiva S.A. à court ou moyen terme a été jugée peu probable en raison de la phase de croissance de la Société et compte tenu du taux d'imposition projeté nul au 31 décembre 2025, aucun impôt courant n'a été comptabilisé au 30 juin 2025 pour Inventiva S.A.

5.7 Résultat de base et dilué par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période clôturant au 30 juin 2025.

Pour les six premiers mois clos au 30 juin 2025 et au 30 juin 2024

en euros sauf résultat net (en milliers d'euros)	Six mois clos au	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat net	(175 882)	(49 029)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat de base/dilué par action ⁽¹⁾	108 839 636	51 982 093
Résultat de base/dilué par action	(1.62)	(0.94)

⁽¹⁾ Conformément à IAS 33.19, le résultat de base/dilué par action exclu les titres auto-détenus par le Groupe au 30 juin 2025 et 2024.

6. Autres informations financières

6.1 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Engagements au titre des contrats de sous-traitance

Pour les besoins de son activité, la Société conclut des contrats avec des CROs, ainsi qu'avec des organismes de fabrication sous contrat (*contract manufacturing organizations* ou « CMO ») pour la fabrication de fournitures cliniques et commerciales, les activités commerciales et pré commerciales, les activités de recherche et de développement et d'autres services et produits à des fins d'exploitation. Les accords de la Société prévoient généralement la résiliation avec des périodes de préavis spécifiées.

Ces accords sont généralement des contrats résiliables et ne sont pas inclus dans la description des obligations contractuelles et des engagements de la Société.

Engagement reçus et donnés

en milliers d'euros	30-juin-25	31-déc-24
CRO ¹	181 617	156 870
CMO	5 810	5 332
Locations Fibroscans	5 622	6 570
Autres	27 132	18 476
Total engagements donnés	220 180	187 248
Accords concernant la mise à disposition d'installations	354	326
Total engagements reçus	354	326

¹Inclut le CRO avec Pharmaceutical Research Associates B.V.

Contrat de CRO avec Pharmaceutical Research Associates B.V.

En avril 2021, dans le cadre de la conduite de l'étude Phase III NATiv3, la Société a conclu un contrat, avec effet rétroactif à partir de janvier 2021, avec PRA, agissant en tant que CRO. Le contrat vise à

réaliser un essai clinique dont les résultats sont nécessaires pour demander une autorisation de marché pour le produit chez les patients adultes en Europe et aux Etats-Unis.

La Société a signé un contrat de CRO avec PRA dans le cadre de la conduite de l'étude clinique de Phase IIa LEGEND, prenant effet au 14 janvier 2022. Le contrat confie à PRA la réalisation d'un essai clinique destiné à évaluer le bénéfice pour les patients de la combinaison du lanifibranor avec empagliflozine, un inhibiteur SGLT2, chez des patients atteints de DT2 et de NASH non cirrhotique. Le montant de l'engagement de la Société envers PRA au titre de ce contrat s'élève à 13,3 millions d'euros.

Le 26 juin 2023, dans le cadre de la conduite de l'étude Phase III NATiV3, la Société a conclu un avenant au contrat de sous-traitance, avec effet rétroactif à partir de janvier 2021, avec PRA. L'avenant met à jour les dispositions relatives aux informations liées à l'étude à la suite des évolutions du protocole de l'essai. En mars 2025, la Société a conclu un nouvel avenant, le montant total de l'engagement envers PRA s'élevait à 276,2 millions d'euros, avec un bonus ou malus qui passera de 3,4 millions d'euros à 0,7 million d'euros en 2026. L'engagement comprend également 22,5 millions d'euros à payer par CTTQ.

Au 30 juin 2025, le montant global restant à verser au titre du contrat est de 181,6 millions d'euros.

Autres

Les 26,9 millions d'euros d'engagements « Autres » donnés à la fin du premier semestre 2025 (contre 18,5 millions d'euros à fin 2024) correspondent aux commandes passées auprès des fournisseurs (hors CRO, CMO et bailleurs), pour lesquels un engagement avait été pris à la fin de la période. Au 30 juin 2025, cela comprend un engagement de 8,3 millions d'euros auprès du fournisseur Fisher Clinical, contre 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2024, et un engagement de 5,3 millions d'euros auprès du fournisseur Marken SAS, dont le montant était nul au 31 décembre 2024. Fisher Clinical est responsable du conditionnement et de l'approvisionnement clinique de l'essai NATiV3 et assure la distribution des kits de traitement contenant soit le principe actif lanifibranor, soit un placebo, destinés aux centres investigateurs et aux patients. Marken SAS est mandatée par Inventiva pour réaliser des visites d'étude en laboratoire à domicile pour les patients inclus dans l'étude NATiV3.

6.2 Relations avec les parties liées

Le contrat de souscription conclu le 2 mai 2025 entre la Société et Samsara BioCapital L.P. est une convention réglementée au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce et a été approuvé par le Conseil d'administration du 2 mai 2025 dans le cadre du Financement Structuré. M. Srinivas Akkaraju, membre du conseil d'administration de la Société est un membre exécutif de la société Samsara BioCapital GP, LLC. Samsara BioCapital GP, LLC est le *general partner* de Samsara BioCapital L.P.

Samsara BioCapital L.P a souscrit à 6 637 037 ABSAs pour un prix de 8 959 999,95 euros.

Les autres transactions avec les parties liées sont celles décrites dans les états financiers établis conformément aux normes IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

6.3 Facteurs de risques financiers

Du fait de ses activités, la Société est exposée à des risques financiers de différente nature : risque de change, risque de crédit, risque de liquidité, risque de taux d'intérêt, valuation à la juste valeur – risque lié aux instruments dérivés, risque d'inflation.

Les risques financiers sont ceux décrits dans les états financiers préparés conformément aux normes IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le risque de liquidité a également été mis à jour dans la note 3.4 – *Principe continuité de l'exploitation*.

L'analyse de maturité des passifs financiers basée sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés est la suivante :

30 juin 2025 <i>en milliers d'euros</i>	Moins d'un an	Entre un et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et instruments dérivés sous jacents	2 966	58 580	1 780	-
Autres emprunts et dettes assimilées	8	2 163	-	-
Dettes de loyer	2 608	1 405	-	-
Passif au titre des certificats de royalties	-	1 383	21 225	399 865
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 703	-	-	-
Autres dettes diverses	4 611	-	-	-
Total dettes financières	44 896	63 531	23 005	399 865

31 décembre 2024 <i>en milliers d'euros</i>	Moins d'un an	Entre un et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et instruments dérivés sous jacents	3 275	39 252	2 002	668
Autres emprunts et dettes assimilées	73	1 816	-	-
Dettes de loyer	2 642	2 330	4	-
Passif au titre des certificats de royalties	-	-	-	422 472
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 862	-	-	-
Autres dettes diverses	331	-	-	-
Total dettes financières	39 184	43 398	2 006	423 140

Conformément au paragraphe IFRS 7.B11A, les instruments dérivés relatifs aux bons de souscription d'actions BEI sont présentés avec le passif financier correspondant (sur la ligne « emprunts bancaires »).

Les autres emprunts et passifs assimilés d'une durée comprise entre un et trois ans correspondent aux intérêts courus sur le prêt BEI depuis la dernière date anniversaire du contrat. L'écart entre les 2,2 millions d'euros et les 5,4 millions d'euros figurant au bilan résulte de l'écart entre le taux d'intérêt effectif IFRS et le taux contractuel.

6.4 Événements postérieurs à la clôture

Nomination de Martine Zimmermann au poste de Vice-Présidente Exécutive des Affaires Réglementaires et de l'Assurance Qualité à compter du 18 août 2025

Martine Zimmermann, PharmD, rejoint l'équipe de direction exécutive de la Société en tant que Vice-Présidente Exécutive des Affaires Réglementaires et de l'Assurance Qualité. Avant de prendre ses fonctions, Martine Zimmermann a démissionné de son mandat d'administratrice au Conseil d'Administration à effet du 17 août 2025. Elle possède une solide expertise en stratégie réglementaire mondiale dans le domaine des maladies du foie, avec notamment des autorisations réussies de thérapies basées sur les PPAR. Sa nomination intervient à un moment clé, alors que la Société se prépare à d'éventuelles soumissions réglementaires pour lanifibranor, son candidat principal contre la MASH. Dr Zimmermann a occupé des postes de direction chez Ipsen et Alexion Pharma, et dispose d'une expérience approfondie aux États-Unis, en Europe et au Japon.

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1 Tableau de délégations

Le 22 mai 2025 et le 11 décembre 2024, les actionnaires se sont réunis en Assemblée générale mixte pour déterminer les autorisations financières à octroyer au Conseil d'Administration.

Les délégations en vigueur et leur utilisation sont présentées dans les deux tableaux ci-dessous :

Ci-après, les délégations accordées au Conseil d’Administration le 22 mai 2025 :

Autorisations financières approuvées par l’Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d’émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d’Administration en vue d’augmenter le capital social par émission d’actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et l'article L. 22-10-49 et suivants du Code de commerce et notamment des articles L.225-129-2, L.225-132 à L.225-134, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce	Vingt-quatrième résolution	26 mois	Augmentation de capital : 1.000.000 euros Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros	Augmentation de capital : 1.000.000 euros Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros	N/A	Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, à émettre immédiatement ou à terme, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre au public, à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et l'article L. 22-10-49 et suivants du Code de commerce et notamment des articles L.225-129-2, L.22-10-51 et L.22-10-52, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce	Vingt-cinquième résolution	26 mois	Augmentation de capital : 1.000.000 euros Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros		Se référer au (1) ci-dessous	Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et l'article L. 22-10-49 du Code de commerce et notamment des articles L.225-129-2, L.22-10-51 et L.22-10-52, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce.	Vingt-sixième résolution	26 mois	Augmentation de capital : 900.000 euros et dans la limite de 30% du capital social par an. Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros		Se référer au (1) ci-dessous	Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social de la société par l'émission ordinaire ou de valeur mobilière donnant accès à des actions ordinaire de la Société, à émettre immédiatement ou à terme, réservées à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées ¹ , avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, et notamment des articles L.225-129-2, L.225-129-4, L.22-10-51, L.225-138, L.228-91 et suivants du Code de commerce.	Vingt-septième résolution	18 mois	Augmentation de capital : 1.000.000 euros Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros		Se référer au (2) ci-dessous	Néant

¹ Les catégories de bénéficiaires doivent présenter l'une des caractéristiques suivantes : (i) personnes physiques ou morales (y compris les sociétés), trusts ou fonds d'investissement, ou autres véhicules d'investissement, sous quelque forme que ce soit, constitués en vertu du droit français ou étranger, qui investissent régulièrement dans les secteurs pharmaceutique, biotechnologique ou des technologies médicales ; et/ou (ii) sociétés, institutions ou entités, sous quelque forme que ce soit, françaises ou étrangères, exerçant une partie significative de leurs activités dans les secteurs pharmaceutique, cosmétique ou chimique, ou dans les dispositifs et/ou technologies médicaux, ou menant des activités de recherche dans ces secteurs ; et/ou (iii) des sociétés de services d'investissement françaises ou étrangères, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, en mesure de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées aux points (i) et/ou (ii) ci-dessus, et, dans ce contexte, de souscrire aux titres qui font l'objet de l'émission.

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social de la Société, immédiatement ou à terme, au profit d'une ou plusieurs personnes désignées par le Conseil d'Administration, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	Vingt-huitième résolution	18 mois	Augmentation de capital : 412.000 euros et dans la limite de 30% du capital social par an. Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros		Le prix d'émission des titres émis en vertu de la présente résolution sera fixé par le conseil d'administration, conformément aux conditions prévues par la réglementation applicable à la date à laquelle cette délégation sera utilisée.	Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social, immédiatement ou à terme par la Société, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées dans le cadre d'un contrat de financement en fonds propres sur le marché américain dit « At-the-market » ou « ATM »	Vingt-neuvième résolution	18 mois	Augmentation de capital : 412.000 euros		Se référer au (3) ci-dessous	Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre d'augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, conformément aux articles L.225-135-1 et R.225-118 du Code de commerce	Trentième résolution	26 mois sauf pour les résolutions 27 à 29, pour lesquelles les délégations sont valides pour 18 mois	15% de l'émission initiale		Même prix que l'émission initiale pour chaque émission décidée conformément aux résolutions 24 à 29	Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L. 22-10-49 du Code de commerce et notamment des articles L.225-129-2 et L.22-10-54, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce	Trente-et-unième résolution	26 mois	Augmentation de capital : 600.000 euros Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros			Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, en rémunération d'apports en nature dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, hors le cas d'une offre publique d'échange initiée par la Société, conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L. 22-10-49 du Code de commerce et notamment des articles L.225-129-2 et L.22-10-53, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce	Trente-deuxième résolution	26 mois	Augmentation de capital : Dans la limite prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation (actuellement vingt (20)% du capital social à la date de la transaction)) Valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre : 200.000.000 euros			Néant
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise mis en place par la Société dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	Trente-troisième résolution	26 mois	Augmentation de capital : 4.300 euros	Augmentation de capital : 1.000.000 euros (commun avec le plafond global de la 24 ^{ème} résolution, paragraphe 3)	Se référer au (4) ci-dessous	Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée Générale mixte des actionnaires du 22 mai 2025	Résolution	Durée de validité à compter du 22 mai 2025	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, conformément aux dispositions des articles L.225-129-2 et L.22-10-5 du Code de commerce	Trente-quatrième résolution	26 mois	Augmentation de capital : 20.000 euros	Augmentation de capital : 20 000 euros, étant précisé que ce plafond est fixé indépendamment et séparément des plafonds applicables aux augmentations de capital résultant d'émissions d'actions ordinaires ou de titres autorisées par les autres résolutions soumises à l'Assemblée générale du 22 mai 2025 ou à toute Assemblée générale antérieure.	N/A	Néant

Ci-après, les délégations accordées au Conseil d’Administration le 11 décembre 2024:

Autorisations financières approuvées par l’Assemblée générale mixte des actionnaires du 11 décembre 2024	Résolution	Durée de validité à compter du 11 décembre 2024	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d’émission	Utilisation de la délégation
Autorisation donnée au Conseil d’Administration en vue d’attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux, conformément aux articles L.225-197-1 et L.225-197-2 du Code de commerce	Soixantième résolution	38 mois	Augmentation de capital : 15 % du capital social à la date de la décision d'attribution par le conseil d'administration.	Augmentation de capital : 450.000 euros	N/A	Décision du Conseil d'administration du 13 décembre 2024 d'attribuer : - 800.000 actions gratuites à Frédéric Cren, en tant que Directeur Général, dans le cadre du plan AGA 2024-1, - 800.000 actions gratuites à Pierre Broqua, en tant que directeur général délégué, dans le cadre du plan AGA 2024-2, - 1.577.000 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan AGA 2024-2, et - 113.000 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan AGA 2024-4

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 11 décembre 2024	Résolution	Durée de validité à compter du 11 décembre 2024	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
Autorisation donnée au Conseil d'Administration en vue de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions de la Société, aux mandataires sociaux et aux membres du personnel salarié de la Société ou de sociétés du groupe, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions émises du fait de la levée des options de souscription, conformément aux articles L.225-177 et suivants et L. 22-10-56 du Code de commerce	Soixante-et-unième résolution	38 mois	Augmentation de capital : 15 % du capital social à la date de la décision de souscription ou d'acquisition accordée par le conseil d'administration		Se référer au (5) ci-dessous	Décision du Conseil d'administration du 20 décembre 2024 d'attribuer : - 12.898.116 options de souscription d'actions à Mark Pruzanski, Président du Conseil d'administration, dans le cadre du plan SO 2024-1, et 301.000 options de souscription d'actions à des salariés non français dans le cadre du plan SO 2024-2.
Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue de décider l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes répondant à des	Soixante-deuxième résolution	18 mois	20.000.000 bons de souscription d'actions ordinaires Augmentation de capital : 200.000 euros		Se référer au (6) ci-dessous	Néant

Autorisations financières approuvées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 11 décembre 2024	Résolution	Durée de validité à compter du 11 décembre 2024	Montant nominal maximum	Montant nominal maximum commun	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation de la délégation
caractéristiques déterminées ¹ , conformément aux dispositions des articles L.225-138, L.225-129-2, L.228-91 et suivants du Code de commerce						

- (1) Le prix d'émission sera déterminé comme suit : (i) le prix d'émission des actions à émettre en vertu de la présente résolution sera au moins égal au cours moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix, ou au cours moyen pondéré par les volumes de des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris choisi parmi une période comprise entre trois et sept jours de bourse consécutifs, à compter des 30 jours de bourse précédant la date de fixation du prix ; qui pourra être réduit d'une décote maximale de 15 %, l'une ou l'autre des deux formules ci-dessus pouvant être librement utilisée, et (ii) le prix d'émission des titres à émettre en vertu de la présente résolution autres que des actions sera tel que le montant immédiatement perçu par la Société, majoré, le cas échéant, de tout montant susceptible d'être perçu ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise à la suite de l'émission de ces titres, au moins égal au montant visé au point (i) ci-dessus.
- (2) Le prix d'émission doit être au moins égal : soit (a) au cours moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris au cours de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix ; soit (b) le cours moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris choisi parmi une période comprise entre 3 et 7 jours de bourse consécutifs, parmi les 30 jours de bourse précédant la date de fixation du prix ; qui peut être réduit d'une décote maximale de 15 %, l'une ou l'autre des deux formules ci-dessus pouvant être librement utilisée ; et (ii) (a) le prix d'émission des actions pouvant résulter de l'exercice, de la conversion, de l'échange ou du rachat des titres donnant accès au capital de la Société émis en vertu de la présente autorisation peut être fixé, à la discrétion du Conseil d'administration, par référence à une formule de calcul définie par le Conseil d'administration et applicable après l'émission desdits titres (par exemple, lors de l'exercice, de la conversion, du rachat ou de l'échange), auquel cas la décote maximale visée ci-dessus pourra être déterminée, si le Conseil d'administration le juge opportun, à la date d'application de ladite formule (et non à la date d'émission des titres), et (b) le prix d'émission des titres à émettre en vertu de la présente résolution, autres que des actions, sera tel que le montant immédiatement perçu par la Société, majoré, le cas échéant, de tout

¹ Catégories visées : (i) les cadres dirigeants ou les dirigeants mandataires sociaux ou les membres de l'équipe de direction de la Société qui ne sont pas mandataires sociaux, ou (ii) les membres du Conseil d'administration (y compris les membres de tout comité de recherche ou ceux exerçant la fonction de censeur) en fonction à la date d'attribution des bons de souscription, qui ne sont pas des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de l'une de ses filiales, ou consultants, dirigeants ou associés de sociétés fournissant des services à la Société qui ont conclu avec celle-ci un contrat de consultation ou de service en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation par le conseil d'administration, ou (iii) employés de la Société ou d'une filiale de celle-ci.

montant susceptible d'être perçu ultérieurement par la Société, pour chaque action émise à la suite de l'émission de ces titres, soit au moins égal au montant visé au paragraphe (i) ci-dessus.

- (3) Le prix d'émission doit être au moins égal : (i) soit au cours moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris au cours de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix ; soit (ii) le cours moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris choisi parmi une période comprise entre 3 et 7 jours de bourse consécutifs, à compter des 30 jours de bourse précédant la fixation du prix ; qui peut être réduit d'une décote maximale de 15 %, l'une ou l'autre des deux formules ci-dessus pouvant être librement utilisée.
- (4) Le ou les prix d'émission des actions ou valeurs mobilières nouvelles à émettre en vertu de la présente résolution seront déterminés conformément à l'article L.3332-19 du Code du travail français, et décide de fixer la décote maximale à 20 %. Toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire ou à supprimer la décote, notamment pour tenir compte des réglementations applicables dans les pays où les actions ou valeurs mobilières nouvelles à émettre seront offertes.
- (5) Le prix d'exercice des options attribuées en vertu de la présente résolution sera fixé par le Conseil d'administration comme suit : (i) le prix d'exercice des options de souscription d'actions ordinaires ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés pour les actions de la Société sur le marché réglementé Euronext Paris au cours des vingt (20) séances de bourse précédant le jour de l'attribution des options, et (ii) le prix d'exercice des options d'achat d'actions ne pourra être inférieur à 80 % du prix d'achat moyen des actions détenues par la Société dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la 19e résolution soumise à la présente Assemblée Générale (soit le 20 juin 2024) conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions antérieurement ou ultérieurement applicable.
- (6) Le prix d'émission d'un BSA 2024-2 sera déterminé par le Conseil d'administration à la date d'émission du BSA 2024-2, au vu du rapport d'un expert indépendant désigné par le Conseil d'administration, en fonction de leurs caractéristiques ; le prix d'émission d'une action ordinaire à souscrire en vertu de l'exercice des BSA 2024 -2 sera déterminé par le Conseil d'administration au moment de l'attribution des BSA 2024-2 et sera égal au cours moyen pondéré par les volume des vingt (20) derniers jours de bourse précédant la date d'attribution des BSA 2024-2 par le Conseil d'administration, tant que les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.